

LE CRÉDIT
aux
Coopératives de Consommation
et la
Banque des Coopératives de France

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 13 juin 1924, à 3 heures

PAR

RENÉ BARÈS

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. ALLIX, Professeur.
Suffragants : MM AFTALION, Professeur.
LESCURE, Professeur.

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

1924

LE CRÉDIT

aux

Coopératives de Consommation

et la

Banque des Coopératives de France

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE CRÉDIT
aux
Coopératives de Consommation
et la
Banque des Coopératives de France

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 13 juin 1924, à 3 heures

PAR

RENÉ BARÈS

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Président : M. ALLIX, Professeur.
Suffragants : MM AFTALION, Professeur.
LESCURE, Professeur.

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

—
1924

INTRODUCTION

Nous ne sommes pas très éloignés encore de la mémorable soirée du 21 décembre 1844, où vingt-quatre pauvres tisserands en flanelle de la ville de Rochdale, réunis en Société coopérative de consommation, ouvraient leur humble boutique dans la ruelle des Crapauds, au milieu des quolibets de tous les « hobbin-boys » du voisinage.

Et cependant la coopération a marché à pas de géants.

Le recensement de la Fédération Nationale des coopératives françaises, en ce qui concerne les Sociétés de consommation, a donné les chiffres suivants : 3.819 sociétés en 1923 au lieu de 3.261 en 1913 ; 2.385.000 sociétaires en 1923 pour 880.710 en 1913 ; accusant pour ces deux points une augmentation respective de 11 0/0 et de 270 0/0 ; 2.880 millions de ventes annuelles en 1923 au lieu de 321 millions en 1913, avec ici, un accroissement de 585 0/0.

Et pouvant dire que chaque sociétaire représente en moyenne quatre personnes, nous voyons que 10 millions de Français sont intéressés de nos jours par la coopération de consommation, que le

quart de notre population totale a, dans ce genre d'association, si ce n'est une foi inébranlable, du moins une sympathie agissante.

Ce chiffre dernier se trouvant porté aux environs de douze millions de membres, représentant cinquante millions de personnes pour l'ensemble des coopérateurs de consommation mondiaux, avec un montant de ventes annuelles de sept milliards, l'importance grandissante et actuelle de la coopération de consommation apparaît dans toute sa force.

Remplacer l'intermédiaire traditionnel par une association, pour diminuer, au profit du consommateur ou du producteur, les frais de circulation de la richesse, telle est la fin économique que se propose toute coopérative. Pour la coopérative de consommation, l'intermédiaire coûteux qu'il s'agit de remplacer c'est le commerçant ; pour la coopérative de production c'est le patron ou le capitaliste ; pour la coopérative de crédit, le banquier.

La Banque des Coopératives de France, dont nous étudions ici l'organisation, a voulu dispenser ses associés de l'intermédiaire onéreux que sont les organismes de crédit, et le résultat qu'elle s'est proposé semble être atteint, puisque de plus en plus nombreuses sont les coopératives de consommation qui ont uniquement recours à elle.

Pourquoi, malgré la multiplicité des banques ordinaires, répandues sur notre territoire, réalisant partout le crédit, a-t-on senti le besoin d'une institution spéciale ?

C'est que la clientèle des banques ordinaires

n'est pas celle des établissements de crédit coopératif ; celle-ci, en effet, a surtout besoin de crédit personnel, pour lequel le prêteur n'exige pas de sûreté en vue d'assurer le remboursement du prêt consenti ; et cela, uniquement à raison des qualités personnelles, matérielles ou morales de l'emprunteur, en l'honnêteté et l'activité laborieuse duquel, le prêteur trouve une garantie suffisante.

A mesure que la vie se retirait des anciennes petites banques locales et des banques privées, vouées à la disparition par la concentration des grands établissements de crédit, le crédit commercial est devenu plus administratif, plus automatique ; il est distribué en dehors des considérations de personnes, d'où doit pourtant procéder la confiance.

Le prêt n'est plus fait maintenant par des banquiers en contact avec leur clientèle, mais par des fonctionnaires sans attache dans les régions où ils opèrent, suivant à la lettre des instructions précises venues du siège. Le mal est énorme pour les commerçants qui n'ont plus aucune valeur par eux-mêmes et ne sont que des numéros de registre.

De plus les sociétés de crédit ont donné au placement des capitaux une orientation trop uniforme et peu en rapport avec l'intérêt local et national, entraînées souvent par l'attrait de fortes commissions. Aussi constatait-on, avant la guerre, de forts exodes de capitaux vers l'étranger, capitaux soustraits de ce fait, aux œuvres vives des entreprises nationales.

Ainsi est née cette situation paradoxale, que notre pays, le *premier banquier du monde*, ne savait pas trouver d'argent pour ses propres affaires. Il est vrai de dire, que les établissements de crédit ne sont pas exclusivement responsables de cet état de choses, et que le capitaliste français, par sa prédilection marquée pour les fonds publics et les revenus fixes, n'a pas été sans influence sur cette politique financière.

Mais ce tempérament n'a-t-il pas été cultivé par les banquiers, plutôt que réfréné et dirigé ; l'histoire présente, en outre, de trop nombreux exemples de types suspects d'affaires offertes en pâture à l'épargne crédule.

On pourrait trouver une autre excuse à la conduite des banques, dans la nature des fonds mis à leur disposition, ces fonds étant surtout constitués par des dépôts à vue ; et aussi dans le fait qu'il leur était défendu d'engager leurs ressources dans des commandites ou des placements à long terme.

Constatons cependant avec impartialité, que trop d'initiatives sont restées stériles et que les banques, du moins nos grandes sociétés, se sont trop désintéressées de la direction du mouvement économique de notre pays, faisant en sorte que les affaires sûres, mais nouvelles, ne trouvaient pas de concours financier sérieux.

La petite industrie et le petit commerce, qui en France jouent un si grand rôle dans notre vie économique, ont éprouvé les conséquences néfastes de cette politique.

Fallait-il que nos banquiers fissent comme ceux d'Allemagne, et que le commerce et l'industrie voient sur eux se répandre la manne bienfaisante du crédit très largement distribué ?

Il nous paraît que la vérité se trouve dans un juste milieu ; que les banquiers français, tout en continuant à être prudents sur l'emploi des crédits à long terme, auraient dû essayer de changer les habitudes de leur clientèle capitaliste, faire qu'elle abandonne un peu les fonds d'Etat, et faire qu'elle accepte en outre, le principe du dépôt à terme plus éloigné ; être davantage les excitateurs de l'expansion des affaires, en suscitant celles-ci, autant qu'en les secondant.

Il nous paraît aussi que les banques allemandes, qui savaient trouver des ressources indépendantes des dépôts, s'engageaient dans leurs prêts à longue échéance, avec trop de témérité et même avec imprudence, tout à leur ardeur d'aider puissamment l'essor de l'activité économique du pays, allant même jusqu'à rechercher les affaires nouvelles et s'attirant ainsi la dénomination dédaigneuse *d'entreprise à tout faire*.

De cet ensemble de raisons, se dégage le fait logique, que les organismes essentiellement locaux comme ceux qui nous intéressent plus particulièrement : les coopératives de consommation, aient senti le besoin impérieux d'avoir bien à eux, une maison de crédit puissante, susceptible de les aider à leur naissance et de les soutenir dans leur développement, accessible au crédit personnel, obéissant à un plan

rationnel et homogène d'organisation économique.

Il peut cependant paraître étrange, que des coopérateurs aient prôné et soutenu la réalisation d'un organisme bancaire.

Les banquiers ont toujours été, en effet, considérés comme des adversaires résolus de tout programme démocratique et la critique populaire s'est appliquée bien plus encore aux financiers et aux agioteurs, qu'aux capitalistes producteurs.

Peut-être peut-on reprocher aux banques d'avoir surtout favorisé les intérêts capitalistes ; mais cela ne veut pas dire que leur action ne puisse être dirigée vers d'autres fins et qu'elle ne soit pas sans une grande utilité sociale.

Rapprocher, en effet, l'employeur de fonds, du possesseur de capital, c'est faire œuvre productive. Chacun d'eux perdrait, sans un intermédiaire qui est le banquier, du temps à trouver sa contre-partie.

Mais le banquier ne se contente pas de rapprocher les parties. D'abord, ce rapprochement, il ne le fait qu'indirectement. Il prend à son compte les capitaux à employer, et engage à son compte aussi, des capitaux aux employeurs. De la sorte, il n'est pas seulement courtier, il est ducroire, c'est-à-dire responsable vis-à-vis des deux parties. Sa responsabilité s'étend sur l'ensemble des conditions du contrat. Il ne répond pas seulement de la réalité des capitaux, mais de leur rapatriement à l'époque fixe convenue.

La question d'échéance joue, en effet, un rôle économique considérable. Elle évite les chômages,

les périodes improductives. Grâce à son observation rigoureuse, le capital ne cesse pas d'être occupé et de travailler.

Quant à l'époque de cette échéance, elle coïncide utilement avec l'expiration de l'évolution d'un produit. Le moment où, encore imparfait, il passe des mains d'un producteur quelconque dans celles du producteur suivant ; ou bien terminé, il quitte ce dernier producteur pour arriver en la possession du dernier consommateur improductif, qui l'affecte à l'extinction finale des besoins auxquels il était destiné à pourvoir, besoins qui motivant sa raison d'être, motivent aussi son utilité.

Le crédit supplée ainsi, grâce à l'intervention des banquiers, le fonds de roulement mais non le capital d'établissement ; encore moins, ne craignons pas de le répéter, a-t-il à faire face aux consommations improductives.

Il ne serait pas juste non plus, d'oublier délibérément, que le développement économique si rapide, et qui est comme la caractéristique de la première moitié du XIX^e siècle, a été dû, en grande partie, à l'initiative et à l'influence de certains grands banquiers, qui par tous pays, ont contribué à la création de grands travaux publics et d'énormes exploitations industrielles ou financières de toutes sortes, tels les usines, les compagnies d'assurances, les chemins de fer, le canal de Suez et tant d'autres encore.

Pendant la guerre, le nombre des banques s'est multiplié et là même où ce nombre n'a pas augmenté, l'importance des établissements de crédit s'est considérablement accru.

Les coopérateurs de consommation français, se rendant compte exactement des avantages d'une banque et sentant le besoin d'avoir pour eux une maison de crédit, l'ont créée le 1^{er} juillet 1922.

Cette réalisation nous a paru digne d'intérêt, parce que le mouvement coopératif, qui a ses théoriciens et ses apôtres, qui a de par le monde des millions de partisans, qui marche par lentes et sûres étapes à la conquête du commerce et de l'industrie, en attendant qu'il achève par l'agriculture la pacifique révolution dont il porte en lui la promesse, a fait par là œuvre pratique et viable, et su prouver, que si la coopération poursuit l'oiseau bleu, elle ne le cherche pas dans les îles chimériques, mais l'enferme entre quatre murs, que si *elle marche à l'étoile... elle regarde où elle pose le pied* (1).

(1) Ch. Gide. Les Sociétés coopératives de consommation.

PREMIERE PARTIE

LE MAGASIN DE GROS

I

LA NÉCESSITÉ DE SA CRÉATION

C'est dans le Service de banque du Magasin de Gros (M.D.G.) qu'il faut chercher l'embryon de la Banque des Coopératives de France actuelle.

De même que les consommateurs se sont groupés en coopératives pour associer la puissance d'achat de chacun d'eux, et partant l'accroître ; de même les coopératives se sont unies entre elles pour effectuer des achats en plus grande quantité, à des prix de revient meilleurs, donc avec plus de profit pour elles et pour leurs membres.

C'est pour cela que fut créé le Magasin de Gros des Coopératives, sorte de *coopération au deuxième degré*, apparu comme en vertu d'une loi naturelle à un certain stade de l'extension des sociétés locales.

Comment les coopératives furent-elles amenées à sentir ce besoin impérieux, puis à le transformer en réalité ?

Les coopératives ont été d'abord de petites bou-

tiques mal aérées, de petits magasins perdus au fond de rues peu fréquentées et excentriques ; pour que les frais pussent être réduits au minimum, le loyer devait être peu élevé. Le but de ces coopératives était alors de lutter contre les petits détaillants, qui vendent fort cher et pour cause. L'avantage pour les coopérateurs était immédiat et tangible, l'attrait du bon marché faisait passer sur la longueur du parcours et le mauvais pavage de la ruelle déserte.

Les entreprises qui prospérèrent s'agrandirent sur place, elles achetèrent le terrain sur lequel se trouvait leur immeuble et se firent bâtir des magasins plus modernes ; quelques-unes, même, firent élever de splendides immeubles, obéissant en cela à la manie bien française du décorum qui s'extériorise. Remarquons en passant que le jour où elles ont inauguré leur *Palais*, a marqué pour plusieurs d'entre elles, le commencement de leur décadence ; ces constructions d'un prix de revient excessif, immobilisant, en effet, une trop grosse partie de leur capital disponible, au grand détriment des vraies fins de la coopération.

Lorsque vint l'apparition de cette forme économique nouvelle que sont les sociétés à succursales multiples, la coopération dut lutter avec des armes appropriées. Il lui fallut prendre les principes des grandes entreprises rivales qu'elle voulait combattre, chercher des emplacements centraux, (car on remarqua que cette question était d'une importance primordiale et impérieuse), des immeubles confortables, vendre en grandes quantités pour réduire le

prix de revient et enfin créer aussi des succursales.

Et pour cela, la question essentielle était de trouver des capitaux.

On essaya d'abord du système dit : *des Caisses d'épargne* ; les bénéfices furent versés dans une caisse commune et amassés, constituant ainsi un capital disponible, appartenant à chaque coopérateur au prorata de son apport. Mais il y avait à cela un grand danger : en temps de cessation du travail, les chômeurs pouvaient retirer en masse leurs économies à la coopérative et l'on comprend que, si cette coopérative était composée d'ouvriers exerçant le même métier, elle se trouvât ruinée d'un coup.

Ce système, combattu dans trois Congrès Coopératifs successifs, fut vite abandonné.

En 1912, on créa le Magasin de Gros de la rue Saint-Maur, né de la réunion de l'Office Coopératif transformé en 1900 en Coopérative de Gros, et du Magasin de Gros de la Bourse Socialiste créé en 1906. Ce Magasin de Gros prit la forme d'une société anonyme à capital variable ; il avait pour objet la création de services inter-fédéraux d'achat, de production, d'échange et de crédit ; il se formait, en réalité, une véritable coopérative de coopératives, achetant directement aux producteurs ou fabricant elle-même tout ce dont les coopératives adhérentes avaient besoin pour le leur revendre ensuite au prix de revient.

Mais cette création n'empêcha pas, surtout après la guerre, que le besoin de fonds ne se fit toujours sentir impérieux. En effet, la valeur du franc

baissait et les parts des adhérents coopérateurs restaient au même chiffre. Il y avait beaucoup de sociétés coopératives qui possédaient des actions de 25 francs, sur lesquelles bien souvent, un dixième seulement était versé ; ce qui représentait extrêmement peu pour chacun des coopérateurs par rapport aux besoins de la coopérative elle-même, et par rapport aussi aux avantages retirés par le coopérateur.

Aussi pour venir en aide aux sociétés, le M.D.G. fut-il amené à créer un organisme bancaire, le *Service de Banque*.

II

SON SERVICE DE BANQUE

Le Magasin de Gros, qui remplissait l'office de marchand de demi-gros, de grossiste, d'intermédiaire, d'importateur, de fabricant, fut conduit à être le banquier de ses clients.

C'est ce dernier point qui nous intéresse plus particulièrement, puisque c'est le développement considérable de ce service qui amena la création de la Banque qui nous occupe.

D'abord simple caisse de dépôts, comptabilisés par les procédés simples qui convenaient au petit nombre de ses comptes il ne joua dans les finances du Magasin de Gros qu'un rôle modeste et il était

normal de le considérer comme un service de banque, à côté de la comptabilité et de la caisse.

Cependant, en raison des taux d'intérêt avantageux donnés aux dépôts et à cause de la confiance croissante que cet organisme inspirait, parallèlement au développement même du mouvement coopératif, le Service de banque recueillit bientôt les comptes d'un plus grand nombre de sociétés et d'un nombre beaucoup plus élevé encore de coopérateurs individuels.

Les soldes, qui pendant les trois premières années de la guerre, se maintenaient autour de 1 million 500.000 francs, firent de 1918 à 1921 le bond formidable qui les éleva à 45 millions, entraînant des modifications sérieuses dans les rapports comptables entre le Magasin de Gros et son Service de banque et dans l'organisation de celui-ci.

Il fallut alors considérer le Service de banque comme le caissier et le banquier du Magasin de Gros et séparer nettement sa gestion de la comptabilité commerciale. Il créa le compte du Magasin de Gros des effets tirés par lui, et qu'il lui escomptait au taux normal ; il le débita des paiements qu'il effectuait pour lui. Le Magasin de Gros n'avait donc plus qu'un unique banquier, son Service de banque, lequel, à son tour, réescomptait à d'autres banques ou gardait les effets en portefeuille, selon les besoins de la trésorerie.

En même temps, pour brasser plus facilement et plus sûrement la quantité considérable de ses comptes, il fallut les diviser selon leur provenance,

ce qui permit d'obtenir chaque jour, pour chaque série de comptes, la balance exacte des opérations et la situation des soldes ; puis, après résumé de toutes ces balances divisionnaires, la balance quotidienne de toutes les opérations et de tous les soldes du Service de banque.

Il arriva ensuite que les sociétés coopératives demandèrent au Magasin de Gros d'être de plus en plus leur banque et de mettre à leur disposition tous les services et toutes les facilités qu'elles ont l'habitude de trouver dans les maisons de crédit ordinaires.

Elles avaient, d'autre part, des besoins croissants de capitaux.

Si, en effet, avant la guerre, les frais d'installation d'une répartition coopérative, se montaient à peine à quelques milliers de francs, aujourd'hui, pour la même organisation, il faut dix fois plus, sans compter la nécessité absolue de gérer les coopératives en suivant une technique commerciale de plus en plus perfectionnée, nécessitant une organisation plus coûteuse.

Les fonds de roulement indispensables à une organisation coopérative croissent proportionnellement à la hausse des prix et ceux-ci ont plus que triplé pendant la guerre. La pratique du paiement au comptant, quand ce n'est pas le paiement par avance, aggravée par la lenteur des transports, rend impossible l'ancienne pratique de la coopération reposant sur le crédit.

La coopérative se développant, doit de plus en

plus entreprendre simultanément plusieurs branches et dans chaque branche, avoir une variété infinie de produits, si elle veut réaliser son programme entièrement.

Enfin dans la même voie, les services de production nécessitent des capitaux plus considérables de jour en jour, et ce qui est vrai pour chaque société coopérative en particulier, l'est encore davantage pour les Unions de Sociétés, les Fédérations régionales et surtout pour l'organisme central, le Magasin de Gros.

Il fallait donc que les coopératives et Unions trouvent une aisance financière, faute de laquelle elles auraient piétiné sur place, si même elles avaient pu vivre.

Il n'y a pas à douter d'autre part, que les sociétés engagent leur responsabilité au moins morale, lorsqu'elles invitent leurs membres à déposer leur épargne au Service de banque et à plus forte raison, lorsqu'elles créent des caisses auxiliaires. Cette responsabilité devait entraîner pour elles un droit de contrôle, et par conséquent une participation à la garantie des dépôts.

Les coopérateurs, eux aussi, voulurent trouver dans le Magasin de Gros, tous les avantages qu'ils obtiennent facilement dans les banques ; l'intérêt du service commanda de leur donner satisfaction, sous peine de voir la plupart d'entre eux le quitter pour effectuer ailleurs leurs opérations et tomber ainsi dans le rayon des sollicitations concurrentes.

Aussi fit-ont un service de bourse, de paiement

de coupons, de régularisation des titres, de dépôt de titres et de vérification des tirages, des comptes-courants avec chèques, des comptes de domiciliation, d'avances sur titres, de monnaies étrangères ; en un mot, tout ce qui constitue le commerce de banque.

Ces opérations, au début peu nombreuses, devinrent vite pratique courante, malgré que leur brusque ascension ne fut pas suivie, même de loin, par celle des opérations purement commerciales.

Depuis l'année 1919 déjà, le développement tout à fait subit des dépôts reçus par le département de banque du Magasin de Gros, rendait désirable et opportune la fondation d'une banque indépendante.

Le Magasin de Gros, organisme essentiellement commercial, est soumis comme tel, à tous les risques des fluctuations de prix. Aussi, n'était-il pas très prudent, au point de vue de la liquidité des sommes déposées, de les investir en achats de marchandises, toute crise de sous-consommation ayant alors pour effet de rendre indisponible une partie au moins des dépôts.

Cet accroissement subit et considérable, constituait une situation difficile pour le Magasin de Gros, et qui eût été même des plus périlleuses pour une banque ordinaire si l'on songe que ses 300 millions de chiffre d'affaires étaient garantis seulement par 4 millions de capital. Heureusement, les déposants du Magasin de Gros étaient des coopérateurs ou des syndicats, désireux de l'aider et non de le mettre dans l'embarras.

A la fois pour procurer aux déposants des garanties supplémentaires et pour favoriser l'accroissement des dépôts tout en prenant les garanties bancaires nécessaires, il convenait d'instituer une société distincte du Magasin de Gros, possédant un capital propre et une responsabilité particulière .

Pour toutes ces raisons, la création d'une Banque pour les coopératives s'imposait, d'autant mieux que dans les dernières années qui précédèrent le 1^{er} juillet 1922 (1), le Service de banque était devenu totalement différent du Magasin de Gros ; sa comptabilité était distincte de celle de ses services commerciaux ; il avait des méthodes tout à fait particulières puisqu'elles avaient un but sans aucun rapport avec les conditions du commerce de gros ; sa clientèle était déjà totalement différente de celle du Magasin de Gros, celui-ci ayant, en effet, 2.000 sociétés clientes et aucun client individuel, alors que le Service de banque, grâce à ses trois cents Caisses Correspondantes de dépôt (2), ouvertes dans les plus grandes coopératives du pays, avait trois cents sociétés clientes seulement et 25.000 copérateurs individuels.

Enfin la responsabilité du Service de banque et celle du Magasin de Gros n'étaient pas non plus les mêmes et étaient, en outre, dans une certaine mesure opposées.

Le Magasin de Gros était garant des sommes déposées au Service de banque ; cette garantie pou-

(1) Exactement depuis 1920.

(2) Voir infra, p. 110 et s.

vait suffire au début. Le capital et les réserves du Magasin de Gros, bien que proportionnellement un peu justes, constituaient encore une masse suffisante pour parer aux fluctuations de la valeur de l'entreprise.

Mais le développement du poste bancaire rendit rapidement cette masse de garantie insuffisante. Le passif s'alourdit de tous les dépôts nouveaux et cet accroissement ne correspondit pas seulement au compte débiteur du Magasin de Gros à la Banque, ce qui ne serait qu'une simple substitution, mais il comprit encore la contre-partie d'avances ou d'es-comptes à des sociétés coopératives, opérations qui étaient et doivent être de plus en plus nombreuses, mais qui ne regardaient pas spécialement le Magasin de Gros. Ces opérations alourdissaient donc sans raison, le passif du Magasin de Gros, et diminuaient la valeur de sa garantie.

Celle-ci servant à la fois pour les opérations commerciales du Magasin de Gros et pour les opérations bancaires, diminuait rapidement d'efficacité, surtout si l'on considère que le Magasin de Gros devait soigner plus particulièrement la garantie des comptes de ses déposants.

Il y avait donc lieu d'alléger le passif du Magasin de Gros des comptes bancaires, en n'y faisant figurer que ceux qui concernaient son découvert même, et d'autre part, de trouver aux comptes de dépôts une garantie nouvelle différente se superposant à celle du Magasin de Gros.

Cette garantie supplémentaire était d'autant

plus nécessaire que nous avons dit plus haut que les responsabilités du Magasin de Gros et de son Service de banque étaient aussi opposées.

Celle du Service de banque consistait à recueillir et à veiller à conserver en portefeuille des valeurs représentatives ayant le maximum de garantie. Autrement dit son rôle était de se placer surtout au point de vue des déposants.

Le Magasin de Gros avait pour principal souci son exploitation commerciale et, du point de vue financier il *utilisait* au maximum, il n'avait pas théoriquement à s'occuper de la garantie qu'il offrait aux tiers, c'était à ceux-ci à le faire.

Il est évident que, dans la pratique, les hommes chargés des destinées du Magasin de Gros avaient le constant souci de la garantie des déposants, mais nous avons poussé l'analyse à l'extrême pour montrer que les responsabilités étaient toalement différentes, bien que les administrateurs en aient eu la double préoccupation constante.

Donc, la réalisation d'une banque autonome, représentait pour le Magasin de Gros l'allégement du passif et des responsabilités bien déterminées et séparées ; il ne pouvait que retirer de grands avantages d'un accroissement continu du chiffre d'affaires de cette banque, qui devait mettre à sa disposition, dans des conditions de contrôle nécessaires, toute sa puissance financière.

En particulier, en ce qui concerne ses immobilisations à long terme, elles pourraient être couvertes par des placements d'obligations dont la Banque se

chargerait ; l'expérience montrant que de gros placements rapides ne peuvent être obtenus que par une organisation méthodique et très étendue de la sollicitation au public, des agences financières, suffisamment nombreuses pouvant seules assurer ces vastes placements.

*
**

En résumé, plusieurs raisons militaient en faveur de la fondation d'une société coopérative bancaire distincte, dans laquelle la responsabilité effective des Sociétés adhérentes se traduirait pratiquement par leur souscription au capital social :

1. — le besoin croissant de capitaux ressenti par les Sociétés coopératives et leurs Unions.

2. — le désir des Sociétés et des coopérateurs d'avoir à eux seuls une banque ; désir se traduisant par l'augmentation considérable de l'importance du Service de banque.

3. — la disproportion entre les affaires commerciales du Magasin de Gros et ses affaires purement bancaires, celles-ci augmentant hors de toute proportion par rapport à celles-là.

4. — le fait que le Service de banque était devenu complètement différent du Magasin de Gros, quant à sa comptabilité, à sa méthode, à sa clientèle et à sa responsabilité.

Cet ensemble de raisons et de faits, perçus par les coopérateurs avisés depuis longtemps déjà, devait conduire fatalement et sûrement à l'institution d'un organisme bancaire autonome, prenant la place

du Service de banque devenu majeur et *trop* important, et ne pouvant en tous cas être la simple annexe d'un service commercial dont les progrès étaient moindres que les siens.

Cé fut l'œuvre réalisée par l'Assemblée générale des Sociétés actionnaires du Magasin de Gros, réunie à Marseille en mai 1922 et qui vota la constitution immédiate d'une société anonyme à capital et personnel variables, qui devait prendre le nom de *Banque des Coopératives de France*.

DEUXIEME PARTIE

LA BANQUE DES COOPERATIVES DE FRANCE

CARACTÈRES

La Banque des Coopératives de France vit le jour officiellement le premier juillet 1922.

Il est établi, disent les Statuts, une Union de Sociétés Coopératives de consommation. Comme telle son caractère essentiel sera donc d'être un organe coopératif, ce qui entraînera comme conséquences le respect de certains principes, tels que celui de n'accorder, aux souscripteurs du capital social, qu'un intérêt limité; celui de donner une ristourne, au prorata des opérations faites à la Banque par chaque adhérent; et celui de n'accorder à chaque associé qu'une voix aux délibérations de l'Assemblée Générale, *quel que soit le nombre d'actions dont il est titulaire* (1).

Cette Banque est créée pour la réalisation des opérations de crédit des coopérateurs de consommation, et cela à des conditions de bon marché meil-

(1) En réalité, les clients de la Banque sont les Sociétés Coopératives et leurs Unions, et nous verrons, page 121, qu'elles ont droit, de par la loi du 7 mai 1917, à autant de voix qu'elles ont de fois trente membres. Cela ne constitue pas une dérogation aux principes coopératifs, mais seulement une adaptation aux circonstances.

leures que celles données par les autres maisons, la vraie formule étant, non pas le crédit gratuit, rien n'est gratuit, mais le crédit au prix de revient. Un précurseur de Proudhon : Melon, disait dans ce même sens : *une bonne banque est celle qui ne paie point*, principe dont on a fait une plaisanterie, mais qui, bien entendu, est solidement vrai.

C'est vers ce but que tend la Banque des Coopératives, désavantagée qu'elle est momentanément, par le fait d'être encore obligée de payer l'argent fort cher au public; cela, venant de ce qu'elle est un organisme tout récent, et aussi de ce qu'elle a toujours refusé les avances qu'aurait pu lui faire l'Etat à des taux très bas, et jouir des mêmes facilités que possèdent, par exemple, les Banques populaires et la Banque des Coopératives de production.

Mais le temps aidant, et sa force financière croissant, nul doute qu'elle ne se rapproche de la pensée de Melon et qu'elle ne fasse payer de moins en moins cher, ses services à sa clientèle.

La coopération n'ayant pas de loi générale la réglementant, force fut à l'Assemblée Générale de se servir des lois existantes et elle mit la Banque des Coopératives sous le régime de la loi du 24 juillet 1867, en formant une Société anonyme à capital variable.

Il semblerait donc que cette Banque ait comme nature juridique, d'être une *société commerciale*, puisque les opérations de banque sont rangées parmi les opérations commerciales par le Code de commerce.

Elle ne nous apparaît pas ainsi.

Qu'ont voulu, en effet, les fondateurs de la Banque? *Etablir une Union de Sociétés coopératives de consommation... pour l'accomplissement de leurs opérations de crédit.*

De la même façon que nous soutiendrions que les coopératives de consommation n'ont pas le caractère de *société*, nous disons que la Banque des Coopératives, qui *groupe les Sociétés coopératives de consommation ou les Unions de ces Sociétés*, n'a pas non plus le caractère d'une société et n'est qu'une *association* au sens large du mot.

Nous ne reconnaissons pas à la coopérative de consommation, la nature d'une Société commerciale, ni même d'une société civile. Nous voyons dans le contrat dont elle est issue un contrat voisin de la société, mais qui n'y ressemble pas en tous points.

Si nous adoptons la définition suivante du but de la coopération de consommation : *c'est une association qui a pour but de procurer à ses membres, dans les meilleures conditions possibles d'excellence et de bon marché, tel objet ou tel fait dont ils ont besoin* (2); nous voyons que la coopération de consommation peut pourvoir à l'alimentation; à l'habillement; au blanchissage; au chauffage; au logement de ses associés; ou même à la satisfaction matérielle de leurs besoins intellectuels par des livres et publications, et aux soins de leur santé et de leur

(2) Lecaisne. Etude juridique sur les coopératives de consommation.

hygiène tels que visites médicales ou simples bains de propreté.

Elle peut donc leur procurer notamment de l'argent, le prêt d'argent n'étant en somme qu'un louage de choses fongibles.

Or, c'est précisément cette dernière opération que se propose la Banque des Coopératives, en dehors de toute idée spéculative.

Nous disons donc que la Banque des Coopératives est une association et non une société. *La société*, dit l'article 1.832 du Code civil, *est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.*

D'après cette seule définition qui se trouve dans nos lois et avec l'avis général de la doctrine, l'une des conditions essentielles du contrat de société, est que le but poursuivi soit des bénéfices. Nous disons le but poursuivi, car on ne saurait exiger qu'il y ait des bénéfices, les bénéfices étant le plus souvent chose aléatoire. Pour nous la non-recherche de bénéfice dans le but poursuivi est bien la caractéristique de la Banque des Coopératives.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'elle est un organe coopératif au même titre que les Sociétés ordinaires qu'elle groupe et auxquelles elle distribue du crédit, comme le Magasin de Gros leur procure des matières premières et qu'elle a été bâtie avec les mêmes principes que ceux qui ont servi à leur construction.

Cette absence de recherche de bénéfice est, nous

semble-t-il, suffisamment démontrée par les trois points suivants :

En premier lieu, celui, hérité du coup de génie des pionniers de Rochdale, qui fait que le capital a seulement sa juste part et qu'il est traité comme naguère il traitait lui-même le salaire. La Banque des Coopératives ne lui sert, obéissant en cela à l'article 3 de la loi du 7 mai 1917, qu'un intérêt de 6 o/o.

Ensuite, par le mode de répartition des bénéfices eux-mêmes; car il est évident qu'il faut compter avec eux, même si on ne les recherche pas, et qu'ils sont inévitables dans une entreprise bien gérée. Ils seront distribués proportionnellement, non au capital versé, mais aux opérations de crédit faites avec la Banque. On voit que cette répartition n'a rien de commun avec celle en usage dans les organismes capitalistes; dans ceux-ci, en effet, plus il existe de bénéfices et plus le chiffre des dividendes, que les actionnaires touchent proportionnellement à leurs apports, est élevé.

A la Banque des Coopératives 50 o/o des bénéfices passent à la réserve statutaire, le reste est ristourné aux *clients actionnaires au prorata de leurs opérations de crédit* (3), de façon à ce que ce soient vraiment ceux qui font naître ce *trop perçu*, qui en récupèrent une partie.

Cette ristourne n'est d'ailleurs pas obligatoire et les actionnaires n'ont pas un droit absolu sur elle;

(3) Statuts, article 44.

l'Assemblée générale a le pouvoir *de prélever sur la somme ainsi distribuée telle part que bon lui semble pour l'affecter à titre supplémentaire au fonds de réserve statutaire*. Bien plus, la loi du 7 mai 1917, dans son article 1^{er} § 2 prévoyait son affectation en tout ou en partie à des *Œuvres de solidarité sociale*.

Enfin, un autre exemple de cet état d'esprit qui prouve bien que, si la Banque des Coopératives fait des opérations de crédit, elle n'entend pas les faire avec l'intention première d'en retirer profit, se rencontre dans le mode de circulation des obligations émises dans le monde coopératif par les Sociétés et devenues du papier commercial bien garanti par elles. Ces obligations n'ont pas de cours en Bourse et n'y sont pas cotées. Elles ne se vendent que par l'intermédiaire de la Banque avec cette particularité, qui nous intéresse, que leur transfert se fait sans perte spéculative en ajoutant au prix nominal les intérêts dus depuis la dernière échéance de façon à leur conserver toujours une valeur uniforme.

Mais, pourrait-on dire, l'intérêt qui est donné aux actions n'est-ce pas une règle capitaliste et comme l'abandon tacite des principes coopératifs.

Non ; car s'il est vrai qu'en se plaçant au point de vue théorique pur, on devrait réprouver cet usage, parce que les fonds mis à la disposition des Sociétés coopératives sont faits pour assurer les besoins de la consommation et non pour être un placement capitaliste, il n'en est pas moins impossible dans la pratique de conserver intacte cette ligne de conduite.

L'abandon de l'intérêt est parfaitement possible

tant que l'on ne demande aux coopérateurs qu'un effort extrêmement limité de l'ordre de quelques francs seulement ; mais si l'on accepte le principe des actions multiples et qu'on fasse appel aux coopérateurs pour qu'ils souscrivent un nombre d'actions plus considérable, il faut alors leur servir un intérêt. Et cela parce que, quel que soit le désir qu'ont les coopérateurs de supprimer le régime capitaliste, il n'en est pas moins vrai que, lorsqu'ils ont quelques économies, ils vont les placer là où elles peuvent leur rapporter quelque chose.

Pense-t-on aussi que les Sociétés vont acheter à la Banque des Coopératives, et par centaines, ses actions de mille francs chacune, sans que celle-ci leur en donne une certaine rémunération, pour alourdir de gaieté de cœur leur bilan d'un capital improductif. Ce serait déraisonnable que de le supposer, et le résultat obtenu serait, en somme, de mal servir la cause du mouvement coopératif en empêchant son développement normal faute de capitaux.

Réservez donc, à ce contrat de l'article 1832, le nom de *société* que la loi lui donne et appelons *association* celui, aux éléments moins précis, que nous avons défini plus haut (4).

Nous dirons ainsi, que la société est une *espèce* dans le *genre* association et que la différence spécifique de la société par rapport à l'association est dans le but poursuivi par les parties, ce but étant quelconque pour celle-ci et devant consister, pour celle-là, en recherche de bénéfices.

(4) Voir *supra*, p. 28.

RÉGIME LÉGAL

La coopération de consommation et la Banque des Coopératives n'ont donc pas, parmi les contrats prévus par le Code civil, leurs assises légales.

A cause de ce manque de législation particulière, la Banque des Coopératives, apercevant mal quel est pour elle le droit commun, s'est trouvée très embarrassée dans le choix de la forme qu'elle devait prendre.

Se croyant société, elle chercha une forme de société, tout en restant cependant une simple association, puisqu'il lui manque l'élément essentiel exigé par l'article 1.832. Elle adopta donc, dans ses statuts, des formes tracées pour un contrat qui n'est pas le sien et dut les modifier sur certains points. Mais de la confusion entre l'association et la société naissent la gêne et l'incertitude dans les règles à suivre.

Le législateur aurait pu suppléer au silence du Code en organisant nos coopératives par une loi spéciale et aussi en donnant à la coopération un statut légal et général qui lui aurait procuré l'unité d'action et de vue qui lui fait défaut. S'il ne l'a pas fait encore, il l'a du moins essayé à plusieurs reprises.

Un premier projet date de 1865 et fut à peine ébauché. Les coopérateurs préférant l'absence de règles et partant la liberté à une loi forcément restrictive, demandèrent eux-mêmes l'abandon du projet.

Peu de temps après, la loi générale sur les *Sociétés* du 24 juillet 1867, dans son titre III, qui visait les coopératives, bien qu'elle ne les nominât point, reconnaissait que toute espèce de société pouvait valablement se former à *capital et personnel variables*.

On trouva cette première satisfaction insuffisante et un nouveau projet de loi sur les coopératives commença à être élaboré en 1889. Il fut ballotté pendant plusieurs années de la Chambre au Sénat et du Sénat à la Chambre, pour venir finalement échouer au Sénat dans la séance du 13 mars 1896 sur la question des patentes.

Ce projet, tel qu'il nous apparaît en dernier lieu, n'était pas parfait : cependant il marquait un progrès en ce sens que, sur bien des points, il tenait compte des caractères véritables de la coopération de consommation.

Actuellement, il n'y a donc pas de loi générale sur la coopération ; seulement quelques lois spéciales telles que celle du 15 décembre 1915 sur les *Sociétés coopératives de production et les Banques ouvrières de production*, complétée par celle du 5 avril 1919 ; celle du 13 mars 1917 sur les *Banques populaires*, organismes à caractère coopératif ; celle du 7 mai 1917, modifiée par la loi du 14 juin 1920 sur l'*organisation du crédit aux Coopératives de consommation*, pour ne citer que celles qui ont un certain rapport avec notre étude. Celle du 24 juillet 1867, déjà citée, intéresse plus particulièrement la Banque des Coopératives.

Son titre III, qui traite des *Sociétés à capital et personnel variables*, portait primitivement comme intitulé : *Des Sociétés de coopération*. Si cet en-tête fut abandonné par la suite, ce fut pour éviter un pléonasme que l'on craignait, en joignant au mot *société* celui de *coopérative*, dont on ne saisissait pas exactement le sens particulier ; et ce fut aussi et surtout pour étendre à toutes les sociétés la faculté qu'on avait d'abord reconnue aux coopératives seulement.

Bien que muette sur les coopératives, la loi de 1867 a servi de base à la constitution de la Banque des Coopératives. Cette loi admet en effet qu'elle peut se constituer à *capital variable* (article 48). Dès qu'elle est ainsi constituée la loi lui concède la personnalité et lui impose la publicité. Mais en dehors des règles générales visant les sociétés ainsi constituées, la Banque des Coopératives échappe à son action quoiqu'elle puisse toujours s'inspirer de ses dispositions et lui faire tous emprunts qu'elle a jugé bon.

La loi de 1867 a été d'un grand secours pour la fondation de la Banque des Coopératives ; cependant il nous paraît très exagéré de dire que cette Banque vit sous son empire. Pas plus que dans aucune autre loi, on ne trouve tracé dans celle-ci le droit commun de nos coopératives. M. Gide a pu dire à cet égard : *Quand on arrive aux Sociétés coopératives de consommation, un grand silence se fait... Au Parlement, si on entend parler d'elles quelquefois, dans la discussion du Budget, ce n'est point*

pour leur accorder des subventions, mais pour les grever de quelque nouvel impôt. Aucune loi organique n'a été votée pour elles ; elles ont été laissées pêle-mêle dans le droit commun (5).

Aussi la Banque des Coopératives a été conduite, pour se faire une vie légale, à se mettre sous la protection d'un ensemble de lois particulières. La loi du 24 juillet 1867 déjà vue ; celle du 1^{er} août 1893, modifiant la précédente ; celle du 16 novembre 1903, *relative aux actions de priorité* ; celle du 22 novembre 1913, modifiant l'article 34 du Code de Commerce et la loi de 1867 ; et celle du 7 mai 1917, modifiée par la loi du 14 juin 1920, *ayant pour objet l'organisation du crédit aux Sociétés coopératives de consommation*. Cette loi est particulièrement intéressante parce qu'elle est le premier texte légal qui donne une définition de la coopérative de consommation. Toutefois, elle est loin d'être suffisante, car les conditions qu'elle énonce ne visent que les sociétés qui veulent obtenir des avances de l'Etat et elle est muette pour celles qui ne veulent pas en profiter.

Cet état de choses est infiniment regrettable, car il présente de gros inconvénients. Le plus grave est que cette absence de condition légale d'existence laisse le champ libre à tous ceux qui veulent se parer du titre coopératif ; certaines sociétés, en effet, se rendant compte de la vogue obtenue par ce régime auprès du public, s'intitulent *coopérative* et font

(5) Ch. Gide. Les Sociétés Coopératives de consommation.

même de la concurrence aux vraies, sans pour cela en avoir le moindre des signes distinctifs. Une loi empêcherait ces abus et ferait en sorte que des sociétés purement capitalistes ne puissent jouir des avantages moraux que l'on est habitué à trouver dans les organismes coopératifs.

L'on comprend, à cause du peu de rapports de ces lois avec l'organisation de la Banque des Coopératives, quel rôle important jouent les soixante articles de ses Statuts, qui règlent son fonctionnement dans tous les détails.

Mais ils n'excluent pas le besoin d'une loi, et il est permis de souhaiter ardemment que nos législateurs donnent à la coopération l'organisation légale qu'elle est en droit de posséder, pour lancer ensuite des lois particulières vers les ramifications et les diverses branches de la coopération, spécialement vers la coopération de consommation, si délaissée encore aujourd'hui.

DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans. La Société peut être dissoute avant l'échéance du terme ou prorogée au delà, par décision de l'Assemblée générale ayant pouvoir pour modifier les Statuts.

SIÈGE SOCIAL

Le Siège social est fixé à Paris, boulevard Bour-

don, numéro 29. Il peut être transféré en tout autre lieu de la même ville, par simple décision du Conseil d'administration.

CAPITAL SOCIAL

Nous avons vu que le 27 mai 1922 les Sociétés actionnaires du Magasin de Gros, réunies en assemblée générale à Marseille, votèrent la constitution de la Banque des Coopératives.

Les grandes coopératives régionales, préalablement pressenties, avaient promis la souscription de dix millions de capital de garantie. La Banque recevant en outre, du Magasin de Gros, comme don de joyeux avènement, le total des dépôts recueillis par lui, trouvait là immédiatement des disponibilités suffisantes pour des opérations de prêt à consentir aux Sociétés et au Magasin de Gros lui-même, en escompte de leurs effets de commerce.

Elle avait seulement besoin d'être épaulée par un capital souscrit qui garantirait ses gages, principalement ses déposants.

Le jour même de la fondation de la Banque, douze millions furent souscrits par les coopératives actionnaires. L'examen des bilans des grandes sociétés de crédit montre que le capital social ne doit pas descendre au-dessous du dixième du montant des dépôts ; c'est pourquoi les statuts fixèrent à douze millions le capital de départ, pour qu'il soit constamment au-dessus du minimum cité plus haut. Ce chiffre était largement supérieur aux besoins du

moment, les dépôts étant à cette époque de soixante millions, mais on escomptait, avec raison, la marche rapide de la Banque.

D'autre part, le Magasin de Gros faisait apport à la Banque de son Service de banque, qui se composait, en plus de ses cinquante-neuf millions de soldes, de sa clientèle, de ses droits aux baux des locaux dans lesquels le dit service était exploité, et qui comprenait, outre le service central, les agences de Paris, Nancy, Lyon, Douai, Compiègne ; du bénéfice des accords déjà passés, du fonds que représente un organisme de ce genre et le matériel de bureau garnissant les locaux ci-dessus énumérés.

Tout ceci fut estimé à la somme de deux millions, et il fut attribué au Magasin de Gros deux mille actions d'apport de mille francs chacune, qui furent comprises dans les douze mille constituant le capital initial.

Un dixième seulement du capital souscrit fut versé pour libérer les actions (6), mais la part restant due est bien garantie par les Sociétés et leurs Unions, toutes solvables, et l'on peut la considérer comme pouvant être sûrement réalisable le cas échéant.

La Banque est sûre de pouvoir disposer de ce capital pendant une durée de cinq ans, car l'associé qui cesse de faire partie de la Société ne pourra réclamer le montant nominal de ses actions qu'après ce délai et restera tenu jusqu'alors de toutes les obli-

(6) La Société à capital variable n'est constituée qu'après versement du dixième. Art. 51 de la loi du 24 juillet 1867.

gations existant au moment de sa retraite envers les associés et envers les tiers. Cette obligation, voulue par la loi du 24 juillet 1867, n'a pas paru suffisante aux fondateurs de la Banque. Ils l'ont renforcée par l'article 10 des Statuts qui limite le montant des reprises d'apport ; le capital social ne pourra être réduit au-dessous des neuf dixièmes du niveau le plus haut atteint par lui.

De cette façon, le capital social a une fixité bien supérieure à celle voulue par la loi de 1867, et les tiers y trouvent toute la sécurité désirable pour la garantie des engagements pris par la Banque envers eux (7).

Le capital souscrit était, au 31 janvier 1924, de 14.037.000 francs, sur lesquels un peu plus du dixième est versé. On voit donc que, quoi qu'il arrive, il ne pourra jamais descendre au-dessous de 12.633.300 francs. La part non libérée des actions sera payée en une ou plusieurs fois, en vertu de délibérations de l'Assemblée générale. Jusqu'à l'heure actuelle, aucun appel nouveau n'a été fait, la politique de la Banque tendant plus vers l'augmentation des réserves que vers celle du capital (8) ; on envisage toutefois la possibilité de demander bientôt le versement d'un second dixième.

L'Assemblée générale est seule compétente pour fixer l'importance de la somme appelée, ainsi que le lieu et l'époque auxquels les versements devront être effectués. Les appels de fonds doivent être portés

(7) Voir *infra*, p. 46.

(8) Voir *infra*, p. 98.

à la connaissance des actionnaires par avis inséré un mois avant l'époque fixée pour chaque versement, dans un journal d'annonces légales du département de la Seine et au *Bulletin annexe du Journal officiel*.

Les intérêts et ristournes revenant aux actionnaires, conformément aux articles 42 et 44 des Statuts, seront imputés de plein droit à la clôture de chaque exercice, par la Société, sur la part restant due des actions souscrites par eux.

En 1922, les 91.000 francs qui devaient revenir aux actionnaires, montant de l'intérêt de leurs actions à 6 o/o, ne leur furent pas versés et grossirent le capital social ; il en fut de même en 1923 pour 192.394 francs. Si, en 1922, il n'y eut pas de ristourne à distribuer (il n'y avait en effet que 13.000 francs, que l'on préféra verser à la réserve), la Banque espère donner aux actionnaires 1 o/o, environ 65.000 francs, pour l'exercice 1923 ; ce pourcentage sera, lui aussi, imputé sur la part restant due des actions souscrites par eux, part qui viendra cependant grossir l'actif des Sociétés.

Cette part restant due devient également exigible de plein droit, sans délibération de l'Assemblée générale, sans avis et sans délai, en cas de faillite et de liquidation judiciaire ou amiable de la Société. Cette part portera intérêt à 7 o/o à partir de la publication de l'avis de l'expiration de la Société, de la délibération prononçant sa dissolution ou du jugement déclarant la faillite ou admettant la Société aux bénéfices de la liquidation judiciaire.

Contrairement à l'usage en vigueur dans les

autres sociétés coopératives, où les parts sont de 25, 50 ou 100 francs, les actions de la Banque des Coopératives ont été fixées à mille francs, car s'il est vrai que si l'on ne peut demander à la majorité des coopérateurs que de petites sommes immédiates, les Sociétés n'ont aucune difficulté pour souscrire à des actions de mille francs chacune.

Le capital social est variable, contrairement à l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867, qui fixait son montant maximum à deux cent mille francs, et conformément à la loi du 14 juin 1920, qui modifie le précédent et qui dit : le capital des Sociétés coopératives de consommation et de leurs Unions *peut être fixé, lors de la fondation, à une somme supérieure à deux cent mille francs ou augmenté en une année de plus de deux cent mille francs.*

Ce capital est donc maintenant illimité et pourra être augmenté par tout associé qui souscrira des actions nouvelles, à charge d'en libérer immédiatement le dixième. Il peut être aussi diminué par la reprise totale ou partielle des apports effectués sans qu'il puisse cependant descendre au-dessous des neuf dixièmes du niveau le plus haut atteint par lui.

Si le capital social éprouve une perte des trois quarts de son montant, le Conseil convoquera l'Assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

Les actions sont toutes nominatives, même après leur entière libération. Leur propriété sera établie par une inscription sur les registres de la

Société. Il sera délivré à tout actionnaire qui en fera la demande un titre ou un certificat d'actions qui sera tiré d'un registre à souches.

Les actions d'apport ne pourront être détachées de la souche et négociées que deux ans après la constitution définitive de la Société.

La cession des actions de numéraire et des actions d'apport, quand elles seront négociables, s'opérera par une déclaration inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transfert ou d'un fondé de pouvoirs.

Le transfert ne pourra avoir lieu valablement qu'en vertu d'une autorisation préalable du Conseil d'administration ; il serait nul s'il avait pour effet de donner la qualité d'associé à une personne ou à une Société demandant son admission au Conseil d'administration de la Banque et qui, pour cela, ne remplirait pas les conditions prescrites : pour le coopérateur, être présenté par le Conseil d'administration de sa Société et souscrire une action ; pour la Société coopérative de consommation de souscrire autant d'actions qu'elle compte de fois trente membres. La Société, comme le coopérateur, doit libérer ses actions en versant le dixième au moins, et en s'engageant à répondre aux appels de fonds faits par l'Assemblée générale, destinés à faire verser la part non libérée en une ou plusieurs fois.

Les actions servant de garantie aux actes personnels et de gestion des Administrateurs (g) sont,

(g) Voir *infra*, p. 116 et 117.

par exception, inaliénables et frappés d'un timbre ; elles sont déposées à la caisse sociale.

Il est à remarquer ici que, contrairement aux autres organisations coopératives, la Banque des Coopératives ne reçoit pas d'avances de l'Etat. Elle a mis en balance, d'un côté l'avantage de recevoir du capital à un taux très bas (2 ou 3 o/o), ce qui lui aurait permis de diminuer son taux d'escompte et d'avances, en même temps que celui des dépôts ; et d'un autre côté l'inconvénient d'être dépendante de l'Etat et d'en subir l'immixtion dans son organisation, si elle accepte son argent. Cette dernière considération a été la plus forte et la Banque a préféré acheter sa liberté de l'abandon de ces avances.

'*'
**

Ce capital social de quatorze millions est-il suffisant ou présente-t-il, par rapport à l'importance et aux méthodes de la Banque, un obstacle à son développement ?

Il nous semble qu'il n'est pas, pour le moment, besoin de l'augmenter d'urgence. En effet, nous avons vu que sa proportion avec le chiffre des dépôts reste en deçà de la limite généralement permise ; nous concluons plus loin, à propos de ses opérations bancaires, qu'elles sont conduites avec la prudence désirable. De plus, le banquier n'est point, à proprement parler, un capitaliste, on pourrait lui appliquer ce mot qu'un personnage légendaire prononçait dans un vaudeville célèbre : ...*Les affaires,*

c'est l'argent des autres ; il est plutôt un négociant dont le capital propre n'est qu'une sorte de cautionnement, une garantie des engagements pris envers les tiers.

Sans doute, la possession d'un capital puissant assure au banquier, comme au commerçant, des avantages considérables ; mais ce capital n'est point l'instrument principal et nécessaire de son commerce.

C'est pourquoi nous concluons que la Banque des Coopératives peut excellemment fonctionner avec ses quatorze millions, puisque le capital n'est ordinairement qu'un accessoire dans une maison activement conduite.

ADMISSION ET DÉPART D'ASSOCIÉ

Les coopérateurs individuels (10), les Sociétés coopératives de consommation, les Unions de ces Sociétés peuvent devenir sociétaires de la Banque des Coopératives en souscrivant au moins une action et en la libérant.

Chaque associé, Société ou individu, pourra se retirer de la Société lorsqu'il le jugera convenable.

A cet effet, il devra signifier deux fois son intention au Conseil d'administration par acte extra-judiciaire à six mois d'intervalle. La démission ne produira effet qu'à la clôture de l'exercice au cours duquel aura été notifiée la deuxième signification.

(10) Nul ne peut être élu membre du Conseil d'Administration s'il n'est Français et titulaire d'une action au moins. (Art. 31 des Statuts).

De même, ne feront pas partie de la Société les interdits, ceux qui seront mis en liquidation judiciaire ou amiable, en faillite, ou se trouveront en état de déconfiture. Toutefois, ces départs ne produiront pas leurs effets si le capital est réduit au dixième de son maximum (11) ; il faudra attendre alors que de nouvelles souscriptions aient fait de nouveau dépasser cette limite.

L'associé qui cessera de faire partie de la Société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'Assemblée générale, soit pour toute autre cause, restera tenu jusqu'à concurrence du montant de sa souscription envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

Le montant nominal de ses actions lui sera restitué en argent cinq ans après son départ de la Société, sous déduction, s'il y a lieu, de sa part dans les pertes, si toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution sont définitivement apurées. Le Conseil d'administration ne peut, sous aucun prétexte, abréger ce délai de cinq ans.

Le sociétaire aura droit, au moment du remboursement des actions, au paiement des intérêts de la somme constituée par la valeur des apports restés entre les mains de la Société, sous déduction de sa part des pertes ; ces intérêts seront calculés d'après le taux de l'escompte de la Banque de France, sans pouvoir dépasser en aucun cas 6 o/o.

(11) Voir *supra*, p. 40.

L'associé quittant la Société ne peut demander le paiement d'aucune autre somme ; ni lui, ni ses créanciers, ni ses ayants cause ne peuvent exiger aucun inventaire, ni faire apposer les scellés, ni gêner en aucune manière le fonctionnement de la Société. Ses droits sont liquidés d'après les résultats de l'inventaire qui suit son départ, tels qu'ils résultent des comptes approuvés par l'Assemblée générale.

SON OBJET

Nous savons déjà que la Banque des Coopératives a *pour objet de grouper les Sociétés coopératives de consommation ou les Unions de ces Sociétés, pour l'accomplissement de leurs opérations de crédit* ; cet objet pouvant être modifié cependant, sauf en ce qui concerne *son caractère d'Union de Sociétés coopératives de consommation*.

Deux questions se posent donc à notre attention : Qui peut profiter des services et des opérations de la Banque ? Quelles sont ces opérations ?

A

SA CLIENTÈLE

Il semble que, d'après l'article 2 des Statuts cité plus haut, les opérations de crédit sont réservées aux Sociétés coopératives de consommation ou à leurs Unions.

Cela est vrai si l'on entend par *opérations de crédit* les prêts consentis et les avances ; ceux-ci leur sont en effet réservés, à l'exclusion de tout individu, pour une durée maxima de un an.

Il faut pourtant noter une exception à cette règle. *Le Comité des Censeurs* (12), dans son rapport de l'exercice 1922, a admis le principe de consentir des avances aux coopérateurs sur les actions supplémentaires souscrites par eux aux sociétés coopératives. Mais les conditions à satisfaire sont telles et les actions des sociétés sont si difficilement négociables que la Banque des Coopératives n'a pas eu à faire de semblables opérations et que la règle précitée n'est en définitive jamais violée.

Mais pour les autres opérations bancaires, les particuliers, même non coopérateurs, peuvent s'adresser à la Banque au même titre que les Sociétés et se faire ouvrir un compte courant ou de dépôt et jouir de ce fait des avantages attachés à l'acceptation de ces comptes ; ils peuvent aussi présenter des effets à l'escompte, déposer leurs titres et toucher des avances en les donnant en garantie, faire des opérations de change et d'arbitrage, en somme accomplir toutes les opérations qu'ils pourraient réaliser dans les autres maisons ; ils n'en sont exclus que s'ils demandent qu'on leur accorde des avances à découvert.

Mais si la Banque des Coopératives pose certaines règles pour sa distribution de crédit, par

(12) Voir *infra*, p. 125.

contre elle accepte les capitaux de toutes provenances. Elle les recherche même en leur servant un intérêt plus fort que celui donné par la grande majorité des banquiers.

Mais elle n'oublie pas cependant que son but principal est de soutenir le mouvement coopératif en distribuant ses réserves financières aux organisations collectives qui en sont l'armature et la partie vitale ; et parmi elles il ne faut pas oublier que le Magasin de Gros est son principal client et que c'est avec lui et pour lui qu'elle fait une bonne partie de ses opérations.

Avant la formation de la Banque des Coopératives, le Magasin de Gros était son propre banquier, et cela n'allait pas sans inconvénient ni même sans danger. De plus, il avait, de par la France, de nombreux dépôts qui renfermaient des stocks considérables de marchandises. Ils avaient été créés à la suite des demandes pressantes de sociétés de toute importance faites pendant la guerre, lorsque survinrent les difficultés de ravitaillement et la hausse des prix. Le Magasin de Gros engagea des capitaux considérables dans l'acquisition de locaux, l'installation d'entrepôts, l'achat de matériel et de moyens de transport : camions, wagons-réservoirs. Les stocks ainsi constitués pesaient lourdement sur les conditions de son exploitation commerciale et lui causèrent d'ailleurs de gros déboires lors de la débâcle des prix en 1920.

De même qu'à ses débuts, les Sociétés avaient imposé à leur Magasin de Gros un programme trop

vaste, en lui faisant porter son activité sur tout le territoire de la France et en lui enjoignant d'avoir à embrasser toutes les sortes de produits ; de même elles exigèrent de lui un effort hors de proportion avec ses ressources, ce qui aurait pu mettre en péril son existence même, la crise une fois venue ; car les Sociétés n'avaient ni l'obligation juridique de puiser à ces stocks créés à leur intention, ni l'obligation d'utiliser les entrepôts, le matériel et les moyens de transport mis à leur disposition sur leurs demandes instantes.

L'essentiel cependant est que le mouvement coopératif, en plein développement pendant la guerre, ait trouvé auprès de l'organisme central une aide souvent efficace.

Un peu avant la création de la Banque des Coopératives, et surtout depuis lors, une nouvelle politique a présidé aux destinées du Magasin de Gros ; ses responsabilités sont passées à la Banque par un nouveau système d'achat, en même temps que la constitution des dépôts changeait de direction.

Certes, des stocks seront toujours nécessaires, mais au lieu d'en augmenter le nombre et l'importance, le Magasin de Gros cherche à les réduire ; et ce faisant il tient compte de la puissance acquise par certaines sociétés, de l'inutilité de la permanence des dépôts dans une période où les marchandises ne manquent plus et où la circulation des produits est redevenue normale et rapide.

Il conservera ceux qui assurent le transit des marchandises d'importation et il devra faire porter

ses efforts vers le siège central, qui y verra le double avantage de la concentration et de la diminution des quantités de marchandises stockées.

Le Magasin de Gros, qui était primitivement un simple vendeur pour les Sociétés coopératives, deviendra un intermédiaire entre les Sociétés et les fournisseurs et se contentera d'une commission fixée à l'avance ; les Sociétés auront l'obligation d'acheter, par le fait même qu'elles passent contrat, la totalité des produits dont elles ont besoin à l'organisme central ; celui-ci, par réciprocité, s'engageant à ne prendre aucun bénéfice commercial sur les fournitures faites.

Ce système, dit *contrat d'achat*, présente des avantages économiques certains : il supprime la nécessité d'avoir des stocks et il multiplie la puissance d'achat du Magasin de Gros, qui, centralisant les commandes et connaissant les possibilités d'écoulement de ses sociétés, occupera une position plus solide à l'égard des fournisseurs et pourra obtenir d'eux des conditions meilleures.

Mais cela entraîne aussi des risques financiers que le Magasin de Gros supporte aux lieu et place des Sociétés, car c'est lui qui est responsable vis-à-vis des fournisseurs de la totalité des achats effectués.

C'est ici qu'apparaît l'utilité de la Banque des Coopératives, qui doit pouvoir répondre aux appels des Sociétés au fur et à mesure que se manifestent les besoins de trésorerie, et qui soutient de sa puissance financière le crédit du Magasin de Gros. Celui-

çi inspirera une confiance accrue auprès des fournisseurs, puisqu'ils sauront qu'il dépend, au point de vue bancaire, d'un organisme autonome qui le guide et le conseille.

Si, à cette place, nous nous sommes attardés sur la politique du Magasin de Gros, c'est qu'il est un des principaux clients de la Banque et, comme tel, il était intéressant de préciser sa ligne de conduite.

A un autre point de vue, il importerait de savoir si la Banque des Coopératives est entrée en relation avec les Coopératives de production, pour connaître les réactions mutuelles de ces deux mouvements coopératifs.

Jusqu'ici, rien n'a été fait ou à peu près rien ; nous ne trouvons qu'un placement hypothécaire de 600.000 francs d'obligations, fait en faveur de la Verrerie ouvrière de Villeurbanne.

Cette absence d'opérations, à peu près complète, s'explique par le fait que les coopératives de production ont leur Banque propre : la *Banque Coopérative des Associations Ouvrières de Production de France*, qui reçoit des avances de l'État et peut, de ce fait, distribuer du crédit à meilleur marché que la Banque des Coopératives. Les coopératives de production ont donc plus d'intérêt à s'adresser à elle ; d'autant que la Banque des Coopératives ne les recherche pas, d'abord parce qu'elles n'ont pas, en général, d'actif intéressant et qu'elles fourniraient en garantie des valeurs qui ne seraient pas des meil-

leures, et ensuite parce qu'elle préfère laisser ce soin à leur Banque qui a été créée dans ce but.

B

SES OPÉRATIONS BANCAIRES

Nous avons vu plus haut (13) comment et pourquoi le service de Banque du Magasin de Gros fut amené à se transformer en une banque autonome, ou à peu près ; nous allons voir, dans les pages qui suivent, comment la Banque des Coopératives a continué l'ascension superbe commencée par lui.

La seconde question que nous nous sommes posée — Qu'elles sont les opérations effectuées par la Banque des Coopératives ? — mérite un développement particulier, car, de l'examen détaillé de chacune d'elles découlera notre opinion sur son organisation, sa situation actuelle et ses possibilités.

Dans l'activité des banques, il faut distinguer deux catégories principales d'affaires : les affaires de crédit, dans le sens étroit du terme, où les banques sont soit emprunteurs, soit prêteurs ; et les affaires de commission. Les affaires financières et les émissions occupent une situation intermédiaire ; elles auraient pu être placées dans la seconde catégorie, mais vu leur rôle important nous les étudierons à part.

(13) Voir *supra*, p. 19.

I. — AFFAIRES DE CRÉDIT.

Les affaires de crédit forment la base de l'activité d'une banque de dépôts (14) ; elle doit attirer à elle, et c'est là sa raison d'être, les capitaux disponibles pour les mettre à la disposition de ceux qui peuvent les utiliser économiquement.

1. *Affaires passives.*

Les capitaux qui affluent à une banque peuvent être divisés en deux catégories : les dépôts de caisse et les capitaux d'épargne.

Les *dépôts de caisse* sont les « espèces en caisse » des commerçants ne pouvant pas être utilisées momentanément dans leur commerce ; elles sont déposées pour une courte durée à la banque, avec faculté de les retirer en cas de nécessité.

Les *capitaux d'épargne* ne sont représentés qu'en partie par des dépôts à échéance fixe ; parmi ces derniers se trouvent, dans une large mesure, des capitaux de Sociétés appartenant à la catégorie des dépôts de caisse. Ce sont généralement des dépôts à vue qui ne demeurent à la Banque que d'une façon passagère et pour peu de temps (en raison de l'intérêt assez faible qui leur est servi généralement et de l'abondance des valeurs mobilières sur le marché

(14) Nous verrons, en étudiant la nature de la Banque des Coopératives, qu'elle est à la fois une banque de dépôts et un banque d'affaires.

français), jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un placement fixe.

Les capitaux des tièrs qui sont confiés aux banques sont représentés en trois postes de bilan : comptes courants créditeurs, dépôts à vue ou comptes de chèques, enfin les dépôts ou bons à échéance fixe.

a) Comptes courants

Les opérations de banque viennent toutes se résumer dans les comptes courants.

Un négociant se lie avec un banquier par l'intermédiaire duquel il effectue tout ce qui, dans ses propres affaires, pourrait être classé sous le titre de *département des capitaux mobiliers et du crédit*, par exemple : les recouvrements, les paiements. Il en résulte que le banquier reçoit journellement des fonds et fait journellement des paiements pour le négociant ; et c'est l'enregistrement, sur un livre spécial, de ces recettes, de ces dépenses et de ces transactions auxquelles elles donnent lieu, qui constituent les comptes courants.

Il est facile de se rendre compte que ce résumé sommaire de toutes les opérations opérées pour le compte des clients est le reflet assez exact de la situation générale d'une banque.

Le montant des comptes courants de la Banque des Coopératives, parti de 9.455.000 francs au 31 décembre 1921 (15), est monté à 14.700.000 francs au

(15) Nous prenons comme date de base le 31 décembre 1921, quoi que la Banque des Coopératives ne date que de

31 juillet 1922, pour rester depuis lors à peu près stationnaire: 14.684.000 francs en fin d'exercice 1922 et 14.638.000 francs au 31 janvier 1924.

Que conclure de cette stabilisation ? A une tendance à la baisse — puisque en novembre 1922 les comptes courants étaient montés aux environs de 15.500.000 francs.

L'examen superficiel des chiffres pourrait nous le faire croire ; en réalité, les choses ne se sont pas ainsi passées. Les variations assez sensibles constatées dans leur total sont dues à la nature des comptes courants. Si leur montant s'est à peu près stabilisé, c'est que certaines sociétés, et des plus importantes, se sont énormément développées et qu'elles ont été, de ce fait, dans l'obligation de retirer leurs fonds de la Banque pour en disposer. Elles ont provoqué ainsi le retrait des plus gros comptes et leurs comptes courants, de créditeurs qu'ils étaient, sont devenus très fortement débiteurs.

C'est ce qui explique l'arrêt du développement des comptes courants, arrêt qui n'est, au fond, qu'apparent, puisqu'ils ont augmenté en nombre.

D'ailleurs, une augmentation trop brusque ne serait pas un bon signe, malgré qu'elle semblerait dénoter une activité commerciale croissante. Il faut que l'augmentation soit lente et progressive pour qu'elle ne devienne pas très vite une menace pour

juillet 1922, parce que la transformation du Service de Banque part en réalité du deuxième semestre de 1920, alors que sa direction fut renouvelée et sa politique changée.

le capital-garantie de la Banque, tout d'un coup insuffisant.

Il faut ainsi qu'ils aient une constitution particulière. Des banques, même bien administrées, ont été ruinées par un gros compte ; si ce compte a besoin de crédit, il absorbe les ressources du banquier et l'oblige à restreindre le crédit de ses autres clients, ou à avoir recours soit au réescompte, soit à quelque autre mode d'emprunt. Le gros compte, fût-il toujours créditeur, aurait encore de grands inconvénients. Une banque d'importance moyenne ne peut pas employer un dépôt considérable, car il faut qu'elle le retrouve en cas de besoin.

Ce danger existe-t-il pour la Banque des Coopératives ?

Il ne nous le semble pas. Nous trouvons trois sorte de comptes courants, à l'examen, pour la banque ; d'abord ceux déposés par les sociétés coopératives ; ils sont dans la proportion d'environ un à cinq et varient avec l'importance de la société, il s'en trouve de toutes grandeurs, mais très peu de gros, les plus considérables ne dépassant pas le million. A côté d'eux, il y a quelques comptes de petits commerçants, et enfin, en grosse majorité, des comptes moyens de déposants ayant des titres en conservation. Ceux-ci étant les plus nombreux, les quelques gros comptes courants qui sont à la Banque ne peuvent en rien être dangereux pour elle et gêner le crédit accordé aux autres déposants.

Lorsque le déposant possède un capital supérieur aux besoins de ses affaires, lorsque ses ventes

sont régulières et qu'il surveille ses rentrées avec rigueur, le compte courant se solde ordinairement en sa faveur par un crédit qui constitue chez le banquier un véritable dépôt. Lorsque, au contraire, le capital du négociant est exigü proportionnellement à ses affaires, que ses rentrées sont négligées ou que ses magasins viennent à s'encombrer, son compte courant se balance par un solde débiteur.

Le banquier qui a besoin de capitaux recherche les comptes courants qui sont habituellement créditeurs, tandis que le banquier chez lequel les capitaux abondent ouvrira volontiers, quelquefois, des comptes courants sujets à devenir débiteurs.

Le premier recherche les capitaux et le second les placements. La Banque des Coopératives, elle, recherche les capitaux et se met dans le premier cas ; elle est donc amenée à désirer les comptes courants créditeurs, d'ailleurs les crédits qu'elle pourrait accorder aux autres sont tous absorbés par les avances consenties aux sociétés coopératives. Aussi les comptes courants créditeurs forment, chez elle, la grosse majorité et lui sont une nouvelle source de capitaux.

Ordinairement, les banques refusent d'ouvrir un compte courant à découvert et elles exigent que leurs déboursés soient couverts par le papier de commerce. La Banque des Coopératives, dans l'obligation de soutenir ses sociétés et de leur faire du crédit personnel, leur en ouvre, mais en prenant toutes les garanties nécessaires ; les risques, pour elles, sont compensés et affaiblis par le fait qu'elle connaît

personnellement tous ses clients et que c'est à bon escient qu'elle se permet cette faveur. Elle refuse, d'ailleurs, le même avantage aux coopérateurs individuels et aux simples particuliers, car ils offrent moins de surface que les sociétés et ils sont en général bien moins connus qu'elles de la Banque.

Il y a des comptes courants qui ne donnent lieu à aucun intérêt de part et d'autre : ainsi à la Banque de France les déposants ne reçoivent aucun intérêt des sommes qu'ils ont déposées. C'est que, cette Banque, de par la situation qu'elle occupe dans notre crédit, ne recherche pas les capitaux, ceux-ci viennent à elle, et elle peut se permettre de ne rien donner à l'argent qu'on lui apporte.

Les comptes courants avec intérêt présentent de plus grandes difficultés, plus particulièrement lorsque leurs éléments se composent d'effets de commerce à diverses échéances, comme c'est le cas habituel. Mais les banques sont bien obligées de les surmonter, qui ne sont pas la Banque de France (sauf peut-être le Crédit Lyonnais, qui donne 0,50 o/o) et de distribuer à leurs déposants un certain intérêt, qui est d'ailleurs d'autant plus faible que la banque est d'importance et bien assise.

Celui donné par la Banque des Coopératives est relativement élevé ; il n'a pas varié depuis que le Conseil d'administration l'a fixé, le 1^{er} janvier 1923, au taux de 4 o/o. Il est probable qu'il diminuera à mesure que la Banque grandira en capital et qu'elle sera plus connue en prenant de l'âge.

b) Dépôts

Le banquier n'opère pas seulement qu'avec ses capitaux, ceux qui lui appartiennent en propre ne forment, le plus souvent, qu'une portion médiocre de ceux qu'il met en mouvement. Il reçoit les fonds disponibles de ses clients et les emploie dans ses opérations.

Quelle est la nature des fonds qui sont confiés à la Banque des Coopératives.

Ce ne seront pas les gros capitalistes, ni les gros commerçants qui seront attirés par elle, la Banque n'est pas faite pour eux ; ses capitaux viendront de ceux qui possèdent une moyenne fortune et encore plus de ceux qui ont de petites économies, puisque la moyenne des dépôts ne dépasse pas 1.750 francs.

Mais alors, la puissance financière des gros déposants étant exclue de la Banque, ne peut-on craindre que celle-ci soit destinée à végéter faute de capitaux en assez grand nombre ? Il ne nous le paraît pas à cause de la force considérable des fortunes moyennes et de l'épargne ouvrière françaises (16).

En étudiant le montant et la formation des dépôts reçus par la Banque, nous verrons que, si leur progression a été satisfaisante et ininterrompue, elle peut être encore de beaucoup améliorée.

Les dépôts sont à terme ou à vue.

Les *dépôts à vue* (17) peuvent être, comme le

(16) Voir infra, p. 142.

(17) Il existe deux différences pratiques entre les comptes

nom l'indique, retirés sur simple demande, et le banquier est alors placé sous le coup d'un retrait imminent ; il ne peut engager ces fonds que pour un temps relativement court et avec précautions, surtout si leur montant est fait de grosses sommes. Pour cela, la Banque des Coopératives est facilitée par la nature de ses fonds, formés en grosse part de petites sommes dont la moyenne est inférieure à 2.000 francs. Il faudrait une panique, difficilement réalisable dans le milieu coopératif, pour que leur remboursement en masse gêne en quelque façon la Banque.

Le montant de ces dépôts, qui était au 1^{er} janvier 1922 de 21.052.000 francs, s'élevait à 28 millions 431.000 francs au 31 décembre 1922 et arrivait au 31 janvier 1924 au total de 37.789.600 francs, marquant ainsi une progression remarquablement régulière et sans à-coup.

L'intérêt versé à ces dépôts est de 4,50 o/o et n'a pas varié depuis sa fixation en 1922. Il est bon cependant de constater que celui versé par le Magasin de Gros était en 1921 de 5 o/o, et même de 5,50 o/o pour les dépôts de 50.000 francs. L'on voit que malgré le taux, relativement élevé encore, de cet intérêt, et pour les mêmes raisons que celles expo-

courants et les dépôts à vue. C'est d'abord que ceux-ci touchent un intérêt de 4,5 o/o alors que les comptes courants n'ont que 4 o/o. Ensuite que les dépôts à vue sont des dépôts de chèque alors que les premiers sont des dépôts analogues à ceux recueillis par les Caisses d'Epargne, les déposants ayant un carnet semblable au Livret de la Caisse d'Epargne sur lequel sont inscrits les apports et les retraits.

sées à propos de celui des comptes courants, la Banque a réalisé un certain progrès, marqué par sa diminution sensible.

Les *dépôts à terme*, remboursables à une époque déterminée, offrent plus d'avantages au banquier, puisque celui-ci a une base de temps certaine pour calculer les opérations auxquelles il les emploie ; plus le terme est éloigné et plus le banquier a de latitude dans ses mouvements, il sera donc naturel qu'il donne un intérêt croissant avec sa durée.

Les dépôts à terme sont, comme ceux à vue, composés de petites sommes, leur moyenne ne dépassant pas 1.500 francs.

Ils étaient, au 1^{er} janvier 1921, d'un total de 18.309.000 francs, montaient à 32.583.000 francs le 31 décembre 1922, pour atteindre 41.426.000 francs le 31 janvier 1924.

Il est remarquable, et c'est tant mieux pour la Banque, que les dépôts à vue, partis au 1^{er} janvier 1922 avec un chiffre supérieur de près de 3 millions à celui des dépôts à terme, ont été distancés par ces derniers en avril 1922 pour leur être actuellement inférieurs de 4 millions.

La progression, moins accentuée en 1923 qu'en 1922, a cependant été régulière et n'a été marquée que par les accroissements plus importants des fins d'années, dus à la *semaine de propagande* pendant laquelle sont organisés des conférences, de la publicité intensive, des distributions de tracts, et évidemment des banquets, à la louange des bienfaits de la coopération. Celle de décembre 1923 a été moins

fructueuse que celle de 1922, pendant laquelle 5 millions d'affaires furent réalisés, pour 16 millions dans le semestre.

Ceci s'applique, d'ailleurs aussi, aux dépôts à vue, qui en ont ressenti l'influence sensible.

Les dépôts à terme sont échelonnés de 1 an à 5 ans et l'intérêt donné varie avec leur durée. Il était en juillet 1922 de 6 o/o pour les dépôts à 1 an et de 6,50 o/o pour ceux à 5 ans ; en septembre de la même année, il passait à 5,50 o/o pour les dépôts à 1 an et à 6 o/o pour ceux de 5 ans, marquant ainsi une diminution de 0,50 o/o ; les dépôts à 2 ans recevaient 5,75 o/o.

Cet abaissement du taux de l'intérêt n'a en rien influencé le développement des dépôts, ceci est un signe de confiance dans la Banque et prouve qu'il n'y a pas que l'attrait de l'intérêt qui entraîne les capitaux vers elle. Et nul doute qu'à mesure que se développera la Banque cet intérêt ne diminue, suivant en cela celui des dépôts à vue et des comptes courants.

*
• •

Par ces dépôts, le banquier attire sur le marché coopératif de petites sommes, des capitaux disponibles pour peu de temps, qui, sans son intermédiaire, n'auraient jamais pu venir féconder le travail. L'importance que représentent ces dépôts au point de vue coopératif est considérable, d'autant

plus que le coopérateur touche un intérêt qu'il n'aurait pas pu se procurer par un placement direct et que les Sociétés coopératives auxquelles sont prêtés ces capitaux en jouissent et les font produire pour le bien commun.

Nous avons vu le taux assez élevé que la Banque leur verse, et ce, pour attirer à elle les économies des coopérateurs. C'est qu'il a fallu tout d'abord lutter contre les autres banques et faire des conditions meilleures que les leurs. La Caisse d'Epargne donnait 2,50 o/o pour les dépôts à 2 ans en 1914, le Magasin de Gros donna du 4,50 o/o. Depuis, et par la force des choses, l'on y continua le principe du taux élevé, avec cependant la baisse déjà signalée de septembre 1922.

Cela ne constitue-t-il pas un danger pour la Banque des Coopératives par l'afflux de dépôts qui peut s'ensuivre ?

Certainement si ; cela serait plus nuisible qu'utile à sa bonne marche s'il se produisait d'une façon trop brusque et avec trop de force. C'est que, les dépôts directs forment chez le banquier un passif dont l'exigibilité plus ou moins soudaine, plus ou moins impérieuse, peut jeter la perturbation dans ses affaires et dérouter ses combinaisons les plus savantes.

Les dépôts sont l'instrument avec lequel le banquier travaille, et s'il vient à se tromper, soit dans ses prévisions relatives aux demandes de remboursement, soit dans ses calculs relatifs aux rentrées probables, il est aussitôt frappé d'impuissance,

ou même exposé à une ruine dans laquelle il entraîne ceux dont les opérations sont trop étroitement liées aux siennes.

Il faut donc que le banquier prête toute son attention au mouvement de ses dépôts, réglé en partie par le taux de l'intérêt qu'il leur donne.

Il faut dire cependant que l'expérience a permis d'établir que seule une petite partie des dépôts à vue se trouve retirée journellement. En conséquence — et c'est la base de toute banque de dépôts — la plus grande partie des capitaux des tiers peut être utilisée dans les opérations de banque et seulement une partie relativement faible doit être conservée.

Il est bon, malgré tout, à moins d'avoir un capital-garantie considérable — et celui de la Banque des Coopératives est de quatorze millions — d'observer certaines règles bancaires et certaines précautions dans le choix et la nature des dépôts. Faute de quoi, les dépôts perdant toute proportion avec le montant des capitaux disponibles, le banquier peut être dans l'impossibilité de rembourser ses ayants comptes.

Les dépôts forment, en effet, l'ensemble de ses engagements envers les tiers, les placements constituant celui des obligations des tiers envers lui ; si l'accomplissement de celles-ci est toujours plus ou moins incertain, il est bien sûr, au contraire, qu'un jour ou l'autre l'exécution des engagements pris par le banquier sera réclamée.

Dans la constitution d'une banque, la nature et la condition des dépôts est donc le premier et le plus

important sujet d'étude, car ils sont le point de départ et, si l'on peut s'exprimer ainsi, le pivot sur lequel repose l'ensemble des opérations.

Il faut que les placements se règlent sur les dépôts, de manière à fournir en tout temps le moyen de faire face aux besoins. Si, donc, les dépôts sont consentis pour peu de temps, ou même exigibles sur demande, les placements doivent être faits à des termes très courts ; lorsque la somme des dépôts est mobile et sujette à des variations, les placements doivent être faciles à réaliser et à réduire. Les dépôts à long terme et remboursables à une époque fixe permettent des placements plus longs.

En tout cas, et en règle générale, la nature et la condition des placements doivent dépendre de la nature et des conditions auxquelles les dépôts sont faits. Ce rapport nécessaire entre les deux sortes d'opérations peut à juste titre être considéré comme le principe fondamental de l'art du banquier.

La Banque des Coopératives a, surtout, des dépôts à court terme. En effet, en plus évidemment de ceux à vue, 80 o/o sont remboursables à 1 an et 5 o/o seulement dans 5 ans, les 15 o/o restant l'étant à 2 ans ; la prudence pour leur emploi doit donc être grande, et la Banque a fait sagement de limiter la durée de ses placements à 1 an.

Cependant, il n'y a pas d'autres règles fixes, et elle ne règle pas ses placements sur ses dépôts, car les demandes de découvert sont trop nombreuses et elle ne peut les refuser en bloc : ce serait assécher complètement et condamner les sociétés qu'elle est

chargée de soutenir. La Banque se contente d'acheter des titres pour pouvoir les déposer à la Banque de France, en vue de possibilités d'escompte. A l'heure actuelle, elle a pour 3 millions de titres, Bons du Trésor, Crédit National, Bons de la Défense, etc., en plus de son portefeuille commercial.

Quand les découverts seront moins considérables, elle s'astreindra peu à peu aux règles précédentes et se les propose comme but à atteindre. D'ailleurs, une des principales est celle qui veut que le capital social ne descende jamais au-dessous du dixième de la somme des dépôts ; or, pour 94 millions de soldes, la Banque possède, comme nous l'avons dit, un capital de 14 millions ; la marge est donc loin d'être atteinte et la conduite de la Banque des Coopératives ne peut être qualifiée de hasardeuse sur ce point.

Il est intéressant de signaler ici une opération accomplie par la Banque avec ses dépôts : l'achat des actions de la mine de sel d'Einvile d'une valeur de deux millions.

Cet achat n'a été qu'un accident et n'a pas eu de lendemain (18). La Banque des Coopératives a su

(18) Il aurait pu être, en effet, le prélude d'un plan d'action, semblable à celui de la Wholesale anglaise, qui aurait en vue de réaliser l'appropriation de moyens de production, de façon à éliminer les fournisseurs étrangers et à faire une sorte d'intégration du mouvement coopératif. Il n'en est rien. La coopération de consommation n'est pas arrivée à ce stade en France et n'est pas assez développée, surtout financièrement, pour se livrer aussi à la production. Que la Banque des Coopératives et le Magasin de gros atteignent à la puissance de leur sœur anglaise et cet espoir leur sera permis.

que de graves dissentiments s'élevaient au sein du Conseil d'Administration de cette affaire, elle en a profité et s'est rendue maîtresse de presque toutes les actions. Cette opération, purement commerciale, n'a nécessité qu'une immobilisation de capitaux de courte durée et n'a été d'aucun danger pour la Banque, car toutes les actions ont été ensuite répandues dans le milieu coopératif, qui les a absorbées entièrement.

2. *Affaires actives*

Toute banque doit adapter ses affaires passives à ses affaires actives. C'est là, pour elle, un principe essentiel, une condition *sine qua non* de sa prospérité.

Pour les banques de dépôts, dont les capitaux de roulement sont fournis par les apports des tiers : dépôts à courte échéance ou à vue, il est de toute nécessité de trouver, pour ces ressources, des placements susceptibles d'être transformés en espèces dans le plus bref délai. Même les ressources propres d'une banque en tant qu'elles ne sont pas employées comme fonds d'établissement, c'est-à-dire pour l'acquisition d'immeubles, etc... ou encore comme espèces en caisse destinées à faire face aux retraits éventuels, ne doivent pas être placées en affaires aléatoires présentant un certain risque.

a) *Escompte*

Le meilleur placement, pour les capitaux dont la banque dispose pour une courte durée, est l'effet de commerce portant signature de plusieurs personnes d'une solvabilité notoire, à condition de ne pas avoir une échéance trop reculée. Seulement l'effet en question doit avoir une valeur fournie en marchandises, par opposition aux effets de complaisance.

L'immobilisation ainsi demandée aux fonds bancaires est de courte durée : 90 jours au maximum, en général ; mais en réalité elle est bien plus courte car le porteur d'effets de commerce ne les négocie presque jamais immédiatement. Il en résulte que, pour les banques, l'escompte est un prêt à courte durée par excellence et que chaque jour une partie de son portefeuille arrive à échéance et que chaque jour il rentre une partie des sommes déboursées.

Il est remarquable cependant, que la Banque des Coopératives ne porte pas un gros effort sur ces opérations, préférant soutenir de ses capitaux disponibles les Sociétés coopératives. Elle a eu en 1922 un volume total d'escompte de 123.323.000 francs, celui de 1923 est monté à 173.482.000 francs.

Le taux demandé a pour base celui de la Banque de France auquel la Banque des Coopératives ajoute une certaine commission (19). Le Conseil d'Admi-

(19) Cette commission est variable avec la qualité du papier et les garanties ou les risques qu'il contient.

nistration est souverain pour fixer ce faux et les conditions auxquelles l'escompte est accordé à chaque client ; après avis conforme du Comité des Censeurs, il détermine le montant maximum qui peut leur être donné.

Plusieurs sortes de papier peuvent être présentées à l'escompte. Ce sont, dans l'ordre décroissant des garanties : les lettres tirées par les manufacturiers sur les marchands en gros, celles tirées par les marchands en gros sur les marchands au détail, les lettres des marchands au détail sur les consommateurs, les effets dont l'origine n'est pas commerciale mais dont la valeur est réelle, telle qu'assignations sur rentes et baux, sur débiteurs par contrats, etc..., enfin, une cinquième catégorie est faite des cerfs-volants ou effets de complaisance.

Les effets des deux premières classes sont les meilleurs et ceux qui conviennent le mieux à l'escompte ; ceux de la troisième classe ne doivent pas être trop encouragés, car celui qui consent un billet ou une acceptation à son boucher ou à son tailleur est presque toujours un monsieur qui dépense plus qu'il n'a. Les effets de la quatrième catégorie ne doivent pas être non plus soutenus, ceux qui ne sont pas dans le commerce n'ayant que faire avec le papier de commerce.

Enfin l'escompte doit toujours être refusé aux effets de la dernière classe. Un banquier expérimenté les reconnaît facilement, ils énoncent des sommes rondes aussi fortes que le timbre le permet, en général leur échéance est aussi éloignée que possible,

et ils sont présentés à l'escompte aussitôt après le tirage. Les tireurs, accepteurs et endosseurs sont souvent parents, amis et ont des professions dont l'exercice ne donne point lieu à la création de papier de commerce entre eux.

La grosse majorité, environ 85 o/o, du papier escompté par la Banque des Coopératives provient de lettres qui rentrent dans la deuxième classe. C'est le Magasin de Gros qui fait escompter ses traites tirées sur les Sociétés coopératives. Les 15 o/o restant sont constitués par du papier de commerçants; l'escompte leur est consenti à condition toutefois qu'ils aient déposé un nantissement sur titres.

Il y a une exception à ces règles générales fournie par l'Union de Saintes : elle envoie à l'escompte du papier tiré sur les Sociétés. Mais ce n'est qu'un accident, les Sociétés vendant au comptant et n'ayant pas besoin de tirer du papier.

La valeur du papier présenté à l'escompte a un maximum de garanties, car les Sociétés ont toutes une surface et un crédit connus; c'est à coup sûr que la Banque fait ses opérations. Pas de cerfs-volants (un seul depuis la fondation) ; ils ne pourraient d'ailleurs venir que du côté des commerçants, mais ceux-ci sont tenus par leur dépôt de titres et la Banque n'accepte leur papier que jusqu'à concurrence du montant de ce dépôt.

La Banque des Coopératives, comme la Banque de France en remplacement de la troisième signature, admet à l'escompte les récipissés de dépôts en marchandises. Cela a été fait, surtout pendant

la guerre, par le Magasin de gros ; actuellement la Banque ne demande cette garantie qu'à des Sociétés douteuses.

En plus de sa courte durée, une autre raison de la faveur de l'escompte auprès des banques, se trouve dans la garantie assurée par la solidarité des signataires du papier.

On suppose que, généralement, chaque affaire sert de gage au papier à la création duquel elle donne lieu, sous la garantie subsidiaire de ceux qui y ont participé. Le billet simple, ou promesse de payer, ne porte qu'une signature et ne représente évidemment aucune affaire préalable, s'il est souscrit au profit de l'escompteur. L'escompte de ce papier constituerait un simple prêt sans autre gage que la fortune personnelle du souscripteur. Aussi est-il fort rare de voir les billets simples et directs admis par les escompteurs. Après en avoir recherché au préalable l'acceptation, la Banque des Coopératives les prend cependant venant du Magasin de Gros ; mais pour juger cette opération il ne faut pas oublier que la Banque a été créée pour faire du crédit personnel et que son refus aurait, pour le Magasin de Gros, le résultat d'augmenter son découvert, conséquence aussi dangereuse que le risque.

La lettre de change non acceptée et le mandat ne portent qu'une signature mais on en suppose une deuxième à l'acceptation. Ces effets représentent une affaire préalable et il suffit de croire à l'intelligence commerciale et à la bonne foi du tireur pour admettre ce papier à l'escompte ; la Banque des Coopérati-

ves l'admet assez fréquemment mais avec précaution.

Le billet à ordre, souscrit au profit d'un tiers et présenté par celui-ci à l'escompte, représente une affaire consommée. Aussi se trouve-t-il revêtu de deux signatures : celle du souscripteur et celle de l'endosseur. La lettre de change non acceptée et le mandat, lorsqu'ils sont endossés, représentent deux affaires successives appuyées de la garantie formelle de deux capitaux commerciaux, de la fortune personnelle des deux signataires, et l'on suppose toujours l'acceptation. Le papier à deux signatures est donc admis couramment et la Banque des Coopératives ne saurait faire exception pour ce papier réputé bon.

La Banque de France exige que les effets présentés chez elle à l'escompte soient revêtus de trois signatures connues, en d'autres termes; qu'ils représentent deux affaires successives et trois capitaux commerciaux.

Mais le papier qui remplit ces conditions ne se rencontre habituellement qu'entre les mains de négociants assez riches pour être en même temps capitalistes, c'est-à-dire pour garder en portefeuille du papier fait. Si Pierre est pauvre ou si son capital suffit simplement à ses affaires, il ne donnera pas à Jean en règlement d'un achat un billet reçu de Paul, mais son propre règlement. De cette manière il usera du terme ou crédit que lui accorde Jean, en même temps qu'il réalisera par l'escompte la valeur du billet de Paul; au lieu de compenser tout d'abord, de recevoir et d'accorder crédit pour une somme

égale, il recevra le crédit tout entier et cherchera un banquier ou un capitaliste qui vienne se substituer au crédit que lui-même Pierre avait accordé à Paul.

Aussi, dans la pratique, la Banque de France reçoit-elle assez peu de papier à trois signatures provenant de deux affaires successives sur marchandises. Il s'est établi des intermédiaires : les banquiers-escompteur et d'importantes sociétés de crédit, qui escomptent le papier de commerce à deux signatures et vont le réescompter, en y ajoutant la garantie de la leur, à la Banque de France.

C'est ce que fait, dans le monde coopératif, la Banque des Coopératives et l'on conçoit aisément le service qu'elle rend aux Sociétés coopératives et aux coopérateurs en leur procurant la facilité d'avoir la troisième signature sur leur papier ; de cette façon ils ont l'escompte de la Banque de France et peuvent conserver, quelque multipliées et considérables que soient leurs affaires, la disposition de leur capital personnel et la liberté de leurs mouvements.

Le Comité des Censeurs a autorisé en 1922 l'escompte sans nantissement jusqu'à concurrence de 300.000 francs, pour le papier tiré par les fournisseurs sur les Sociétés et accepté par elles ; et l'escompte avec nantissement du papier tiré sur d'autres personnes jusqu'à la somme de 100.000 francs. Ces deux maxima sont loin d'être atteints, aussi ces opérations ne présentent-elles pas de risque sérieux pour la Banque des Coopératives.

Celle-ci est d'ailleurs très difficile pour l'acceptation du papier escomptable ; ses conditions sévè-

res, se traduisant par une commission élevée, lui ont même fait perdre des clients, qui ont trouvé, chose bonne à signaler, plus de facilités dans les grandes maisons de crédit (20).

La Banque n'accepte que les effets à échéance de moins de trois mois et le Comité des Censeurs, gardien de cette règle, ne s'est jamais permis d'y déroger.

*
**

Son portefeuille commercial est en sensible augmentation. Le volume total a été de 173, 4 millions, marquant un accroissement de 50 millions sur 1922.

Il faut noter que cette progression est continue; le premier semestre ayant donné en 1923 : 25.356 effets et 70.492.611 francs de capitaux et le deuxième : 32.975 effets et 102.989.451 francs.

b) *Avances sur garanties*

Les avances à courte échéance, garanties par un nantissement spécial, occupent la seconde place au point de vue du placement des engagements à court terme d'une banque de dépôts. La personne du créancier s'efface ici devant la valeur même du gage.

Le chiffre d'avances sur garanties, accordées

(20) C'est ainsi que le Comptoir d'Escompte va jusqu'à donner à ses clients 300 o/o d'escompte sur leurs titres déposés.

par la Banque en 1923, sans être considérable : 799.847 francs, est en augmentation sérieuse sur celui de 1923 de 479.454 francs. Ces prêts sont accordés sur titres de premier ordre déposés en garantie et pour 3 mois seulement.

Le Comité des Censeurs avait, en 1922, fixé le maximum des avances sur titres à 500.000 francs, avec une marge de 20 à 50 o/o. Ce montant a été dépassé légèrement ; il n'en est pas moins vrai qu'elles constituent peu de chose dans les opérations de la Banque.

Le prêteur reçoit en garantie, outre l'engagement personnel de l'emprunteur, un dépôt de titres dont le prix est affecté par privilège au remboursement de la somme prêtée.

On emprunte aussi sur un dépôt en marchandises, sur gage ou nantissement proprement dit, sur warrant et certificats de magasins généraux, ou enfin sur consignation. La Banque des Coopératives ne fait pas de ces avances, sauf quelques prêts à warrant, mais encore d'une façon exceptionnelle et comme garantie seulement, les difficultés d'organisation et d'entrepôt rendant la chose peu pratique. Depuis la guerre, cette catégorie d'avances est presque abandonnée car ses dangers sont grands ; le prêteur n'est pas garanti du fait de la dépréciation des matières fournies en nantissement et si les besoins de la consommation et les moyens d'échange limitent le chiffre des ventes commerciales, rien ne limite la mise en dépôt et en gage, aussi une marchandise fournie en nantissement peut n'être l'objet d'aucune demande d'achat.

c) *Comptes courants débiteurs*

Les comptes courants débiteurs sont des comptes qui ne doivent se solder que temporairement au débit de la banque. A ce titre, la Banque des Coopératives englobe les comptes de correspondants, les comptes débiteurs et les avances garanties. Dans la grande majorité des cas ces avances sont couvertes par des titres, des marchandises, des polices d'assurance sur la vie, des effets, des garanties personnelles ou des hypothèques.

Mais il existe aussi des avances à découvert ; elles forment pour la Banque la grosse majorité du poste : comptes courants débiteurs, qui se monte à 55,5 millions. Ce chiffre peut paraître relativement considérable par rapport à l'actif immédiatement disponible : 40,3 millions si l'on oublie que le rôle de Banque d'affaires, qui remplit la Banque des Coopératives à l'égard de ses Sociétés et le crédit personnel qu'elle leur distribue.

Ces découverts ne sont consentis qu'à des Sociétés dont la Banque a pu apprécier la solvabilité et jusqu'à 80 o/o du montant des sommes recueillies par elles pour la Banque.

C'est le Comité des Censeurs qui a les pouvoirs d'autoriser toute avance et il s'entoure pour cela de toutes les précautions possibles. La Société demanderesse lui fournit son bilan et son compte d'exploitation, un rapport est fait après examen et si le Comité trouve que la connaissance qu'il a, sur la gestion de la Société et sur ses administrateurs, est

suffisamment complète, il conclut à l'affirmative, si le rapport est dans ce sens.

Si sa religion n'est pas assez éclairée, un Censeur est alors chargé de se transporter au siège de la Société, d'étudier sur place sa marche et de faire son rapport.

Si les Censeurs sont inquiets, malgré tout, ils peuvent imposer l'introduction d'une façon permanente d'un *Reviser* (21) dans la Commission de Contrôle de la Société. Cette même précaution est d'ailleurs prise aussi pour les plus importantes Sociétés et Unions qui sont, de par leur chiffre d'affaires, les gros risques de la Banque.

L'on voit que toutes les garanties possibles sont prises, toutefois la Banque des Coopératives ne peut écarter les risques inhérents à la mauvaise gestion future des Sociétés débitrices, aussi doit-elle suivre avec attention l'emploi des crédits qu'elle a consentis.

En 1923, 72 demandes nouvelles de crédit furent présentées au Comité des Censeurs, qui n'en retint que 44, parmi lesquelles 10 accordèrent des facilités de caisse pour un total de 441.000 francs, et 34 des découverts pour 8.149.000 francs ; deux demandes sur cinq furent donc rejetées, ce qui nous donne une idée concrète de la sélection sévère accomplie par le Comité des Censeurs.

La Banque, qui ne peut faire rentrer d'une façon trop brusque les découverts sous peine de por-

(21) Membre de l'Union des Revisers chargée de l'examen des bilans des Sociétés Coopératives.

ter un coup mortel aux Sociétés qu'elle soutient, s'est fait un devoir d'améliorer les garanties qu'elle possède, surtout celles qu'elle juge douteuses.

Le moyen employé est ingénieux et bien caractéristique du mouvement coopératif.

Prenons un exemple ; une Société, qui pendant la guerre, fit de brillantes affaires à cause du voisinage d'usines nouvelles de guerre, vit sa prospérité s'arrêter en même temps que les hostilités, par suite du départ des ouvriers licenciés, et il faut le dire aussi, à cause d'une mauvaise gestion intérieure, aggravée de querelles intestines. Bref, les découverts accordés étant déjà fort élevés, le Magasin de Gros ne voulut pas consentir ceux dont le besoin immédiat se faisait sentir et ne s'engagea pas plus avant.

Cette société importante allait-elle sombrer et occasionner, ce faisant, des pertes considérables au Magasin de Gros, entraînant aussi le discrédit du public, si apte à généraliser, sur l'œuvre coopérative ?

La Fédération Nationale (21 bis) ne le permit pas. Elle convoqua les Sociétés Coopératives de la région qui se trouvaient avoir un intérêt direct au maintien de cette Société, et leur fit comprendre aisément qu'elles ne pouvaient l'abandonner et qu'elles devaient faire les sacrifices nécessaires à son renflouement,

(21 bis) La Fédération nationale, fondée en 1912 au Congrès de Tours (28-30 décembre) par la fusion des deux Fédérations préexistantes : l'Union et la Bourse, possède un aspect social et moral ; son but est de développer l'esprit de solidarité entre les coopératives et de diriger le mouvement coopératif.

puisque le Magasin de Gros refusait de nouveaux crédits. Il se constitua une Société fédérale qui prit la responsabilité de la Société défailante, à condition que son Conseil d'Administration n'ait plus de pouvoir.

Ainsi fut réalisée la substitution d'une dette sérieuse sur une Société fédérale de sociétés solvables, à une créance mauvaise, moyen qui permet d'envisager la remise à flot complète de la Société dans un délai de trois ou quatre ans.

Cette manœuvre fut renouvelée dans plusieurs occasions semblables ce qui permit de remplacer de douteuses créances par de meilleures, et, peu à peu, de diminuer le montant des découverts en étant très difficile pour leur renouvellement.

On peut dire que souvent le développement des Sociétés a donné lieu à des immobilisations importantes par rapport au capital et aux réserves. Le rôle de la Banque a été de recommander la prudence et, lorsqu'il a été possible, d'aider les Sociétés à consolider par un emprunt à long terme les exiguïtés à court terme qu'elles ont dû engager en immobilisations. Cette politique, que la Banque poursuit dans la mesure de sa puissance financière, lui permettra, non seulement l'assainissement financier d'un certain nombre de Sociétés, mais aussi la possibilité d'être très exigeante sur la liquidité des avances consenties aux Sociétés.

L'intérêt demandé n'est pas considérable et se meut dans les limites restreintes de 8 et 8,5 o/o, suivant les Sociétés, et sans commission aucune.

Ces avances sont consenties dans la plus large mesure permise par les moyens financiers de la Banque. Leur durée est de un an au plus, le Comité des Censeurs possédant seul le pouvoir d'accorder une échéance supérieure ; il a cru bon, jusqu'ici, de ne pas faire jouer cette faculté pour ne pas dépasser cette limite. D'ailleurs, cette immobilisation nous paraît suffisamment longue surtout si l'on observe que le montant des dépôts à échéance est de 37,7 millions.

Si les Sociétés ont besoin et demandent des prêts à échéance plus éloignée, la Banque leur conseille le lancement d'un emprunt par obligations dont elle se chargera. Nous trouverons plusieurs de ces exemples en parlant des opérations d'émission (22).

Le Comité des Censeurs est d'ailleurs le dernier rempart du bon emploi des crédits accordés, son arme suprême étant la faculté qu'il possède de convoquer extraordinairement l'*Assemblée Générale* (22 bis) quand il estime qu'ils sont accordés dans des conditions qui peuvent nuire gravement à la bonne marche de la Société. Il examine aussi le renouvellement des crédits accordés aux Sociétés 'lorsqu'ils arrivent à échéance, la règle générale étant le non-renouvellement. Il est dans ce cas plus sévère et prend une décision après un nouvel examen de la situation générale de la Société. C'est ainsi qu'en 1924 une Société se vit refuser une augmentation de

(22) Voir infra, page 83.

(22 bis) Voir infra, p. 120.

ses découverts, non à cause d'ailleurs de sa situation financière, qui commence à donner de bons résultats, mais parce que ces découverts devaient servir à l'extension, aux départements voisins, de son influence ; le Comité des Censeurs estimant avec juste raison que, pour ce développement, l'on devait utiliser des fonds disponibles, venant par exemple d'une augmentation de capital ou encore d'une émission d'obligations.

II. — OPÉRATIONS D'ÉMISSION ET DE PLACEMENT

Les grands établissements de crédit ne peuvent pas s'empêcher de placer d'une façon ferme les capitaux d'épargne qui leur affluent, dans des valeurs provenant de leur propre activité financière. Cette catégorie d'affaires ne représente qu'un risque peu considérable en tant qu'elle se borne à satisfaire les besoins de placement de sa clientèle.

La Banque des Coopératives a participé à un certain nombre d'émissions.

Elle a dû ouvrir ses guichets à des emprunts extérieurs à la coopération, lorsqu'il s'est agi de titres publics très répandus, annoncés par une réclame intense et demandés par un certain nombre de ses clients. Elle a ainsi placé sans sollicitation spéciale des titres : Bons du Trésor, Crédit Foncier, Crédit National.

Mais elle a apporté particulièrement ses soins à l'émission d'obligations coopératives ou ouvrières et bien que ses efforts aient été prudents au début,

les résultats permettent d'escompter dans cette voie le meilleur succès pour l'avenir. Elle ne prend pas à forfait ces emprunts et ne se charge pas de l'émission à ses risques et périls, elle assure simplement leur placement et la négociabilité des titres ; elle fait cela pour le compte des Sociétés Coopératives seulement.

C'est ainsi qu'en 1922, l'Avenir Régional de Lyon a chargé la Banque d'achever sa première tranche de 10.000 obligations de 100 francs, tout ce qui restait fut rapidement placé ; la Société générale du Trayail, société ouvrière immobilière, l'a également chargé de placer un petit emprunt de 300.000 francs ; enfin elle a placé rapidement et entièrement la deuxième tranche de 10.000 obligations de 100 francs, de l'Avenir Régional.

En 1923, tout en continuant à prendre des émissions publiques, elle a été chargée de placer une émission de un million venant de la Coopérative régionale de Basse-Normandie, une émission de 500.000 francs de l'Union des Coopératives de la Loire-Inférieure ; il en fut de même pour l'Avenir Régional de Lyon et l'Union des Coopérateurs de la Banlieue-Nord.

Le Magasin de Gros, de son côté, a émis plusieurs emprunts successifs qui se chiffrent par un total de 8,3 millions d'obligations. Le service des titres, conformément à sa politique de rendre facilement négociables les titres coopératifs, a mis en rapports vendeurs et acheteurs de ces obligations en prenant les ordres au pair. Les résultats en sont bril-

lants puisque dans l'espace de six mois, 2.698 obligations du Magasin de Gros furent négociées.

Il faut noter aussi un placement de 600.000 fr. d'obligations hypothécaires en faveur d'une coopérative de production: la Verrerie ouvrière de Villemabanne, fait qui est resté jusqu'ici isolé.

La certitude de voir la Banque s'occuper activement de la vente des titres, sans perte spéculative, est un élément important dans le succès de ses émissions futures ; les titres donnent déjà un résultat intéressant de 248.840 francs de négociations.

III. — OPÉRATIONS DE COMMISSION

Ces opérations proviennent en majeure partie d'opérations de crédit ou se transforment en opérations de crédit. Il s'agit ici, non seulement de la commission proprement dite, mais aussi de celle, par extension, où les banques figurent comme dépositaires, expéditeurs ou assureurs.

Le banquier joue un rôle de commissionnaire lorsqu'il fait des recouvrements pour le compte d'autrui, lorsqu'il exécute des ordres d'achat ou de vente. Quelque fois il joue plus directement encore ce rôle, en touchant pour autrui des arrrages de rente et des dividendes, ou quand il se charge de placer des titres d'emprunt ou des actions.

Parmi les opérations de recouvrement, qui sont toutes intimement liées au Service de Caisse, le recouvrement des titres de créance présente une certaine importance. Il s'agit ici de recouvrements de

créances pour le compte des Sociétés coopératives et des commerçants.

Le banquier fait vendre ou acheter des effets. Le Service des Titres de la Banque des Coopératives s'est développé d'une façon considérable parce qu'il répond aux besoins d'une clientèle, qui prend l'habitude de lui faire faire toutes les opérations concernant ses titres.

Les opérations de bourse se sont élevées à 11,4 millions en 1923, contre 3,6 millions l'année précédente.

Le montant des coupons payés a été de 2.089.000 francs en 1923 pour 984.000 francs en 1922. Remarquons en passant que le paiement de ces coupons rapporte à la Banque des disponibilités qui sont comme l'équivalent de dépôts.

Les titres pour recoupponnement, échange,... sont aussi fort nombreux et ont subi une augmentation dans les mêmes proportions.

Les opérations de change ont donné lieu à 5,9 millions de transactions au 31 décembre 1923 ; elles sont surtout faites pour le Magasin de Gros qui a besoin de papier pour ses achats nombreux à l'extérieur ; quelques particuliers isolés en usent également. Ces opérations de change représentent, toutes, des opérations réelles et n'ont jamais le caractère spéculatif.

Tout banquier est le centre d'un dépôt de capitaux et jouit de la confiance d'un certain nombre de capitalistes sur lesquels il exerce une influence personnelle. Lorsqu'il entreprend de placer à com-

mission des titres d'emprunt ou des actions, il donne à ces titres fiduciaires une sorte de garantie morale, il affirme implicitement aux capitalistes, dont il possède la confiance, que l'opération dont il se charge de placer les titres, est à son jugement, bonne et honnêtement conduite. Souvent il ajoute à cette garantie toute morale des conseils et avis directs qu'on vient lui demander.

Cela, la Banque des Coopératives le fait à l'égard de sa clientèle et l'on comprend aisément que, si son organisation lui attire un nombre croissant d'affaires et de dépôts, son autorité morale au sein du mouvement coopératif ait pesé de tout son poids sur la décision des Sociétés adhérentes, quand elle a voulu écouler les titres d'émission et d'emprunts dont elle était chargée (23).

La garde d'objets de valeur de toute nature, particulièrement celle des titres, est une opération voisine de l'entremise, dans les transactions sur valeurs. La garde des titres peut se produire de trois manières : garde et gestion de valeurs (dépôts ouverts) dépôts de plis cachetés, enfin location de coffres forts) (24).

Le service de la Conservation des titres a augmenté considérablement à la Banque des Coopératives, Il y avait dans les coffres :

(23) Voir supra, p. 82.

(24) La Banque des Coopératives ne fait pas, pour le moment, de location de coffres-fort et n'a pas de dépôt de plis cachetés.

	au 30 juin 1922	au 31 déc. 1922	au 30 juin 1923	au 31 déc. 1923
Rente en francs	1.687.360	3.676.521	4.507.374	4.421.962
Actions	1.150	1.516	3.263	4.343
Obligations	26.341	33.493	52.052	67.820

La diminution apparente des rentes dans le deuxième semestre 1923 provient de titres en capitaux ou en monnaies, comptés auparavant en francs, entrés maintenant pour une obligation par titre.

Si la banque se donne tout ce mal dans l'organisation de ce service spécial, afin de satisfaire sa clientèle, ce n'est pas pour l'infime commission qu'elle en retire, mais pour les facilités que cela donne à sa clientèle qui est de cette façon retenue et attirée, et pour le rôle qu'elle peut jouer auprès de l'épargne publique.

La Banque devient ainsi le conseiller de l'épargne coopérative et ouvrière; par ses rapports fréquents avec le public celui-ci s'habitue à déposer ses fonds, est porté à demander conseil pour ses placements et la Banque y trouve une puissance d'orientation dont elle se sert pour le plus grand bien du mouvement coopératif.

Aussi certains établissements ne demandent-ils aucune commission pour les frais et risques occasionnels, et la Banque des Coopératives se contente d'un taux modique: 0,05 franc par titre et par semestre, pour la vérification des tirages, avec un minimum de 0,25 franc par dossier; 0,10 franc par titre et par semestre pour la garde avec un minimum de 0,50 franc par dossier.

Signalons un autre cas où la Banque joue ce rôle de commissionnaire. La loi du 18 décembre 1915 et le Règlement d'administration publique du 28 juillet 1916 ont organisé le *prêt d'ordre*. La Banque des Coopératives a été agréée par le Ministère du Travail pour servir de lien entre le Trésor et les Coopératives en vue d'assurer le service des avances consenties à ces Sociétés. Ces prêts sont faits au taux de 2 o/o, avec possibilité pour la Banque de demander du 3 o/o aux Sociétés; elle n'use pas de cette faveur et prend même à sa charge les frais généraux résultant de ces opérations. En réalité elle n'est pas aussi généreuse qu'elle le paraît, car les Sociétés n'ont pas généralement un besoin immédiat de ces sommes qui, restant dans les Caisses de la Banque, y fructifient à son profit.

Une dernière opération rentrant dans la fonction de commissionnaire est pour le banquier d'assurer les titres contre le risque de remboursement au pair. La Banque des Coopératives n'est pas entrée dans cette voie encore, car le nombre des titres qu'elle a en garde n'est pas suffisant pour que cette opération soit profitable.

Ajoutons pour en terminer avec ce chapitre, que le total des intérêts et commissions diverses perçus par la Banque a été, pendant les six premiers mois de sa gestion de 2,8 millions et qu'il est passé pour l'exercice 1923 à 7,2 millions. Par contre, les intérêts versés aux déposants et aux titulaires de comptes courants, ainsi que les commissions payées ou dues, y compris le réescompte du portefeuille,

sont montés de 1,8 million à 5, dans les mêmes périodes, laissant un excédent brut de 978.974 francs pour 1922 et 2.259.597 pour 1923.

SITUATION GÉNÉRALE ET BILAN

Pour mieux étudier la situation particulière de la Banque des Coopératives il nous a paru bon de la placer au milieu de tous les éléments qui ont pu influencer son développement et nous rendre compte, à cet effet, de la situation économique et financière en France pendant l'année 1923.

Cette année fut marquée par deux faits qui apparaissent contradictoires : un lent et progressif redressement de la situation économique de notre pays, et un déséquilibre de plus en plus accentué des changes.

Notre situation générale s'est améliorée, suivant en cela les points particuliers de notre activité nationale.

L'agriculture, soutenue par les prix, a amélioré son rendement. Les blés ont donné 80 millions de quintaux contre 67 en 1922 et, bien que ce chiffre reste insuffisant pour la consommation du pays, il est un des facteurs de la résistance du franc.

La métallurgie a été gênée considérablement au début de l'année par les événements de la Ruhr et la pénurie de coke. Le nombre des hauts fourneaux a passé de 116 à 77 entre janvier et avril, mais il s'est relevé jusqu'à 125 dans le deuxième semestre.

La production mensuelle de la fonte a passé de 306.000 à 565.000 tonnes de février à décembre. Celle de l'acier de 290.000 tonnes à 526.000. Au to-

tal 170.000 tonnes de fonte et 500.000 tonnes d'acier d'augmentation en 1923, sur 1922.

L'activité générale s'est d'ailleurs manifestée particulièrement dans les chemins de fer. Les wagons chargés ont passé de 55.000 en janvier au total de 62.000 en novembre, contre une moyenne de 51.000 en 1922. Les recettes mensuelles des compagnies sont montées de 485 millions en janvier à 718 millions en novembre, contre une moyenne de 560 millions en 1922.

Le tonnage des navires dans les ports français a été de 43 millions de tonnes en 1923, contre 35 millions en 1922; il est d'ailleurs depuis un certain temps supérieur à celui d'avant-guerre, qui était, en 1913, de 33 millions de tonnes seulement.

Il y a eu en conséquence peu de chômage en 1923, dans les villes de France. En particulier à Paris, pour un trimestre, il y a eu dans les bureaux municipaux de placement 110.741 offres d'emplois pour 109.100 demandes.

L'augmentation de la matière imposable, le lent rétablissement de l'activité des régions du Nord, ont eu pour effet l'élévation du rendement des impôts: 21 milliards 500 millions en 1923, contre 18 milliards 500 millions en 1922.

C'est évidemment encore insuffisant pour boucler le budget réel, obtenu en bloquant le budget ordinaire et les dépenses recouvrables; aussi un nouvel effort a-t-il été demandé au contribuable français, effort qui devra donner trois ou quatre milliards d'impôts en plus. Il n'en reste pas moins vrai

que les dépenses recouvrables apparaissent, même aux yeux des amis étrangers, comme très difficilement réalisables sans un règlement international des réparations et des dettes.

Le budget véritable est donc, encore, fortement déficitaire et le franc-papier a eu tendance à rejoindre sa valeur intrinsèque qui serait d'environ dix-neuf centimes-or, en examinant le bilan de la Banque de France avec optimisme. Encore doit-on tenir compte de l'énorme dette flottante de 60 milliards environ, que l'étranger s'est habitué à considérer comme de la monnaie-papier. Il s'y est habitué, à tort ou à raison, mais son opinion compte car il détient une masse considérable de francs.

Notre balance commerciale est, en effet, constamment en déficit, malgré une amélioration assez importante. Nos importations donnent en francs : 32,5 milliards contre 24 l'année précédente et 55 millions de tonnes contre 51,5. Nos exportations se chiffrent de leur côté par 30,3 milliards contre 21, et 25 millions de tonnes contre 23.

Nous voyons ainsi que notre déficit, qui était en 1922 de 2 milliards 551 millions s'est amélioré en 1923 en diminuant de 351 millions. Par contre les 6 ou 7 milliards de coupons étrangers que nous touchions avant guerre ont considérablement diminué. Il est vrai, d'autre part, que les étrangers viennent en plus grand nombre depuis la fin de la guerre et, profitant du change qui leur est favorable, affluent dans notre pays, y laissant, au dire de statisticiens, 3 milliards en 1923.

La masse de francs à l'étranger est influencée fortement par l'opinion publique et, par conséquent, au fur et à mesure que les étrangers, et particulièrement les Américains, perdent confiance dans la valeur de la dette allemande, il y a eu réalisations de livres et, surtout, de francs français et belges. La livre a passé à New-York de 4,67 3/4 en janvier 1923 à 4,29 en janvier 1924, subissant environ 15 pour 100 de baisse sur le pair.

En calculant d'ailleurs les différents billots par rapport à la parité de l'or, nous constatons que le franc français qui valait 38 0/0 fin 1920, 41 0/0 fin 1921, 38 0/0 fin 1922, ne valait plus que 29 0/0 fin 1923. Il a encore baissé fortement dans les premiers mois de 1924, pour subir en mars la plus forte dépréciation enregistrée jusqu'à ce jour, suivie immédiatement d'un redressement énergique.

New-York, Stockholm, Amsterdam, sont nettement au-dessus de la parité de l'or. Londres en approche à 98 0/0, ainsi que la Suisse. Toutes les autres nations ont diminué sauf l'Italie et la Tchécoslovaquie qui se sont maintenues.

Les prix de gros ont naturellement subi une augmentation corrélative à la perte de la valeur or du franc.

L'indice général des 45 articles (base 1901-1910) a passé de 475, au 1^{er} trimestre, à 474 dans le second, à 480 dans le troisième, à 500 dans le quatrième, soit, ramené à la base 1913 : une augmentation de 435,6 0/0.

L'indice des prix de détail a suivi cette orienta-

tion générale. En prenant comme base l'année 1914, les chiffres des 13 articles pour Paris, toujours inférieurs à ceux de la province, ont passé de 300 en janvier à 360 en décembre, soit presque les plus hauts atteints en 1920: 373. Ce chiffre de la statistique générale de la France confirme d'ailleurs le travail minutieux de l'Union des Coopérateurs de Paris (25). Celle-ci, partie du chiffre 10.000 en juin 1920, annonce 8.895 fin 1923 et 9.512 au 15 février 1924.

Il semble que la crainte de la baisse du franc, et l'augmentation du loyer de l'argent, devraient faire singulièrement baisser les valeurs à revenu fixe. Pourtant, de même qu'en 1922, leur baisse a été relativement faible en 1923. Les rentes se sont bien tenues. L'indice de 106.9, la base étant prise à 100 en 1920, pour décembre 1922, a passé à 102.6 en septembre 1923. Il est vrai qu'il a diminué dans le deuxième trimestre et surtout au début de 1924, mais nous n'avons pu avoir les chiffres exacts.

Les valeurs à revenu variable, principalement les valeurs dépendant du change, ont augmenté considérablement dans l'ensemble. L'indice de 105 en décembre 1922, a passé à 134 en septembre 1923 et la Bourse de Paris a enregistré depuis des différences encore plus grandes, surtout pendant le mois de mars 1924. Ainsi les porteurs de rentes ont relativement peu perdu, mais les porteurs de valeurs réelles ont beaucoup gagné, en francs- papier évidemment.

(25) Voir *infra*, p. 113.

Le volume des effets de commerce a augmenté par suite de la hausse et de l'activité des affaires. La Banque de France a escompté 41.600 millions d'effets en 1923, contre 33.900 millions en 1922. Elle s'est chargée d'encaisser 13.700 millions d'effets contre 12 milliards en 1922.

Les avances qu'elle a faites à l'Etat ont été stationnaires en 1923, mais elles ont augmenté au début de 1924 au point d'atteindre presque le *plafond*. La circulation des billets d'un maximum de 41 milliards, a dépassé 40 milliards au début de mars.

Le portefeuille de la Banque a passé de 2,4 milliards fin 1922 à 4 milliards fin 1923, et les avances sur titres de 2,1 milliards à 2,5 milliards. Ces chiffres ayant tendance à grossir par suite des créances françaises que les exportateurs laissent à l'étranger, la Banque a élevé son taux d'escompte de 5 à 5 1/2, puis 6 0/0 au début de 1924 et son taux des avances de 6 1/2 à 7 0/0.

Tous ces événements, économiques ou financiers, ont eu leur répercussion sur le mouvement coopératif. Le Magasin de Gros, qui est de plus en plus l'expression commerciale par excellence de la coopération française, a augmenté considérablement son chiffre d'affaires en 1923. Il fait à l'heure actuelle environ un million de transactions par jour, un certain nombre de fortes Sociétés lui confiant maintenant la totalité de leurs achats.

De son côté, la Banque des Coopératives, appelée à participer au développement des organisations coopératives d'une façon plus active, a eu des de-

mandes nombreuses de crédit: 72 lui furent faites sur lesquelles 28 furent rejetées. D'autre part l'épargne des coopérateurs a été amoindrie par la nécessité de faire construire des maisons d'habitation et elle a été sollicitée plus âprement, soit par l'Etat, soit par les Banques.

Il est établi chaque année, le 31 décembre, en même temps qu'un inventaire et le compte des profits et pertes, un acte contenant l'énumération et l'évaluation des valeurs comprenant l'actif et le passif de la Banque. En étudiant le bilan de 1923, comparé à celui de l'année précédente, il se dégagera l'activité financière croissante et le développement continu de la Banque des Coopératives.

A l'actif, nous trouvons tout d'abord, une diminution de 15 0/0 sur les *espèces en Caisse et en Banque*; le montant de ce poste est de 8,1 millions actuellement, contre 12,7 millions en 1922 ce qui marque une baisse notable.

Par contre le *portefeuille-effets*, comprenant des effets pouvant être escomptés et 1,5 million environ de Bons de la Défense Nationale, accuse une progression de 4,2 millions sur le précédent bilan et un total de 30,3 millions.

Les *coupons à encaisser* payés aux guichets de la Banque et ceux restant à encaisser, donnent un total de 321.415 francs et une forte augmentation de 364 0/0.

Le *portefeuille-titres*, évalué au 31 décembre 1923, renferme des titres français, rentes, bons du Trésor à courte échéance et quelques titres divers.

Il est resté à peu près stationnaire à 1,1 million; marquant seulement un progrès de 100.000 francs.

Les *avances sur garanties*, consenties pour trois mois seulement, sont en progression de 249 0/0 sur 1922 et atteignent 799.847 francs. Elles sont accordées seulement sur titres de premier ordre et sont considérées comme liquides, ce qui donne, en ajoutant les espèces en caisse et le portefeuille-effets 39,2 millions de disponibilités contre 39,1 millions en 1922. L'on voit que cette partie de l'actif n'a pas subi une progression en rapport avec le développement financier de la Banque, que nous verrons, tout à l'heure, caractérisé par l'augmentation des soldes.

Mais, à l'opposé, les exigibilités accusent une hausse, sur l'année précédente, de 9,3 millions et donnent un montant total de 52,4 millions de beaucoup supérieur à celui des disponibilités. Cette situation ne manquera pas d'ailleurs de s'améliorer, et même de se renverser, à mesure que certaines Sociétés et le Magasin de Gros auront besoin de moins de sollicitude.

Les *comptes courants divers*, que nous avons déjà étudiés, renferment les comptes de correspondants, des avances garanties et en majorité des comptes débiteurs et des avances à découvert accordées aux Sociétés. Ce poste est en augmentation rapide de 19 millions sur 1922 et donne un total de 56,2 millions.

Nous avons dit la cause de ces grosses immobilisations et comment la Banque pense les réduire

peu à peu (26); il faut bien répéter d'ailleurs que ces avances ne présentent aucun caractère douteux, vu la solide base financière des Sociétés auxquelles, après sélection, elles sont accordées.

Comme contre-partie à ces comptes courants débiteurs nous trouvons seulement 41,7 millions de dépôts à échéance; il est vrai que l'expérience a permis d'établir que, seule une petite partie des dépôts à vue, qui se montent, ne l'oublions pas, à 37,7 millions, est retirée journellement; en conséquence, et c'est la base de toute banque de dépôts, la plus grande partie des capitaux des tiers peut-être utilisée dans les opérations de banque et seulement une partie relativement faible, doit être conservée. La Société Générale, dans un de ses comptes rendus (27), déclarait qu'elle gardait en espèces de 25 à 30 o/o des dépôts; en appliquant cette règle l'on voit que la Banque des Coopératives peut disposer des trois quarts de ses dépôts à vue, soit 28 millions, ce qui est fait pour étayer sérieusement ses engagements. Pour avoir une situation encore plus exacte il faut tenir compte du fonds de garantie, se composant du capital actions versé, des réserves et des amortissements, ainsi que des versements non appelés sur les actions, soit 14,7 millions.

Le poste : *appel différé sur actions* est monté progressivement en même temps que le capital actions. Il est actuellement de 10,7 millions, ce qui donne, si l'on excepte les deux millions de francs

(26) Voir *supra*, p. 79.

(27) Compte rendu de 1905.

d'actions du Magasin de Gros, les neuf dixièmes du capital souscrit (14 millions).

Les *comptes d'ordre* marquent un progrès considérable de 2.150 0/0; ils comprennent quelques comptes débiteurs, des comptes de passage et d'autres opérations dont le règlement est presque immédiat; il atteint 2,1 millions.

Si nous passons à l'actif nous y trouvons les 14.037.000 francs déjà annoncés de capital souscrit. Nous savons (28) qu'elle est la politique de la Banque au sujet de l'augmentation future de ce capital actions, jugé suffisant pour l'instant. Rappelons simplement qu'un second dixième du capital souscrit sera sans doute demandé aux actionnaires et que le jour même de la fondation de la Banque, douze millions étaient souscrits.

Passons aux *amortissements et réserves*. Comme il a été dit la politique de la Banque consiste à augmenter le plus possible ses réserves, de façon à posséder un capital liquide, garantissant de plus en plus ses opérations, lui permettant de ne pas être obligé de contrebalancer immédiatement toute extension des affaires pour une augmentation, non moins immédiate, de capital, et contribuant également pour une part à l'estime et au crédit dont elle jouit. C'est pourquoi la Banque jusqu'ici n'a pas demandé d'augmentation de son capital, préférant faire grossir ses réserves. Nous allons voir d'ailleurs comment elle répartit son bénéfice, en étudiant le Compte d'exploitation.

(28) Voir *supra*, page 40.

Un vingtième au moins de bénéfices net est tout d'abord affecté à la formation d'un fonds de réserve, ce prélèvement devant cesser d'être obligatoire lorsque la somme atteindra le dixième du capital social; c'est ainsi qu'en 1922 la somme ainsi visée fut de 7.000 francs et l'année suivante de 17.900 francs.

Il est ensuite prélevé le montant nécessaire pour attribuer à tous les associés un intérêt de 6 o/o sur les versements opérés par eux; c'est évidemment la plus grosse part du bénéfice qui disparaît ainsi : 73 o/o en 1921 et 54 o/o en 1923.

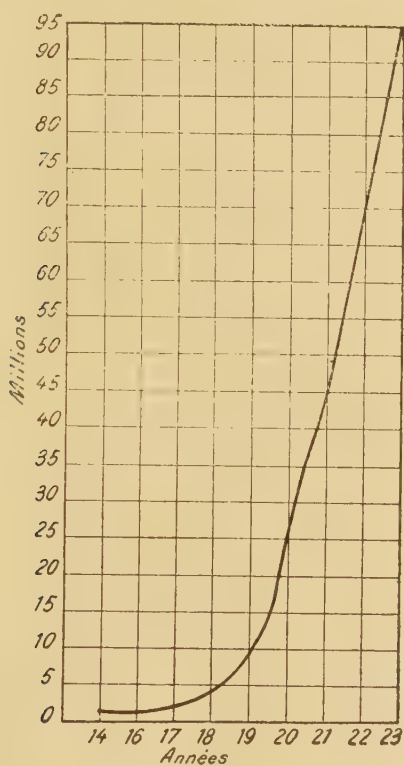
Sur la somme restant encore, la moitié est versée à la réserve et s'ajoute au vingtième déjà prélevé (73.000 francs en 1923), l'autre moitié est ristournée aux actionnaires, qui toucheront pour 1923 1 o/o, soit 65.000 francs environ; le solde de 8.000 francs étant aussi versé à la réserve. En 1922 il n'y eut aucune ristourne, le tout fut mis en réserve.

En ajoutant tous ces chiffres nous arrivons à celui de 131.095 francs, soit 27 o/o des bénéfices totaux. Ces réserves sont d'une stabilité parfaite car les associés n'ont aucun droit sur elles à leur départ.

En examinant l'exploitation il est intéressant de constater que pendant les deux années d'existence de la Banque des Coopératives, le bénéfice net réalisé par elle est de 480.000 francs et qu'il est en 1923 environ le triple de ce qu'il avait été l'année précédente. Les frais de premier établissement (compre-
nant les frais de constitutions de la Société, les frais d'émission du capital social initial), le mobilier et

les installations ont été amortis pour un chiffre de 705.000 francs; l'amortissement total devra être un fait accompli dans un délai de cinq ans.

Nous connaissons le détail des dépôts et des comptes courants (29), nous nous bornerons ici à en donner le total qui est de 94 millions. Ces soldes, dont nous suivrons mieux sur le graphique ci-joint la magnifique ascension, n'ont pas donnés cependant, durant les derniers mois, le résultat attendu;



(29) Voir *supra*, p. 55 et suivantes.

cela tient uniquement aux conditions économiques que nous traversons, ressenties également dans toutes les branches d'activité.

La courbe commence en 1914, date de la création du Service de Banque, du Magasin de Gros de la rue Saint-Maur, et se continue par les résultats obtenus par le Service de Banque. C'est en 1918 que commence vraiment l'ascension à l'occasion, à cette époque, de la création par l'Union des Coopérateurs de Paris, de *Caisses Correspondantes* (29 bis). L'augmentation encore plus marquée du deuxième semestre de 1920 a été due à la nouvelle orientation du Magasin de Gros; l'on peut dire qu'à partir de ce moment, où une nouvelle direction prend en mains les affaires, la Banque est virtuellement créée. En juillet 1922, au moment de sa création, le Magasin de Gros lui laissa 59 millions de soldes.

Le nombre de comptes et le mouvement de caisse, qui étaient au 31 décembre 1922 de 37.000 et 1.480 millions, sont montés au 31 décembre 1923 respectivement à 47.000 et plus de deux milliards.

Enfin, pour en terminer avec le bilan, les *comptes d'ordre*, renfermant des comptes de passage, des coupons domiciliés et les comptes à régler, donnent un total de 1,3 million, accusant une augmentation de 218 0/0 de 1923 sur 1922. Constatons aussi une progression générale du bilan de 20,7 millions, ce qui nous donne pour celui de 1923 un total de 110,6 millions.

Nous n'avons pas trouvé, durant l'examen de ce bilan, trace d'avance faite par l'Etat; bien plus nous avons vu (30) que la Banque des Coopératives les a toujours refusées, voulant rester indépendante en éloignant le contrôle que ne lui aurait pas manqué d'imposer l'Etat en échange de ses prêts.

Pour s'expliquer la chose, il faut remarquer que le mouvement coopératif renferme une forte proportion d'organes dont les origines furent purement ouvrières.

Or, jusqu'en 1878, l'histoire du mouvement coopératif et celle du mouvement socialiste s'étaient confondues. Le mot de coopération, lorsque Owen l'avait employé pour la première fois, était synonyme de celui de socialisme, ou plutôt même, de communisme; il s'opposait comme antithèse, au mot de concurrence, aussi bien pour les owenistes en Angleterre que pour les fouriéristes en France.

C'est en 1878 qu'une scission s'effectua, un nouveau socialisme entra en scène : le marxisme, pour qui la coopération est une solution éminamment bourgeoise; Jules Guesde ne disait-il pas : *les socialistes ne se vendent pas pour un plat de lentilles*. Aussi en 1879, au Congrès de Marseille, les ouvriers détruisirent la coopération et la doctrine collectiviste triompha.

Mais peu à peu les socialistes revinrent sur leur sectarisme et se rendirent compte du bien matériel que pouvait rendre à la classe ouvrière la coopéra-

(30) Voir supra, p. 44.

tion, et, lorsqu'en 1912 le Magasin de Gros de la Bourse socialiste fusionna avec la Coopérative de Gros pour former le Magasin de Gros de la rue Saint-Maur, les organes socialistes avaient déjà adopté l'idée d'une participation active au mouvement coopératif. Mais, pour que le parti socialiste abandonne complètement son intention première de diriger et de dominer ce mouvement, il fallut lui promettre, en revanche, une indépendance complète vis-à-vis des partis bourgeois et du Gouvernement.

De là viennent les refus obstinés de la Banque des Coopératives de faire appel aux avances des Sociétés de crédit et de l'Etat.

Il est bien évident toutefois, que s'il fallait classer les tendances politiques de la coopération, ce serait vers les partis de gauche qu'il faudrait regarder, bien que, en général, les coopérateurs se défendent d'être des socialistes.

*
**

Pour en terminer avec ce chapitre, concluons que les résultats des dix-huit premiers mois d'exercice de la Banque, se chiffrant par 500.000 francs environ d'excédent net, nous paraissent des plus satisfaisants; qu'il nous soit permis d'espérer que les bilans à venir nous montrent une situation financière encore plus florissante.

NATURE DE LA BANQUE

Après cette étude sur les opérations de la Banque des Coopératives, il va nous être facile d'avoir une notion exacte de sa nature et de lui donner une place parmi les différentes espèces de banques.

Voyons tout d'abord quelles sont les fonctions générales des banques en Angleterre et en Allemagne ?

Il ne peut être question, en France, d'une division complète du travail dans l'organisation des banques comme c'est le cas en Angleterre. Là, cette division est poussée si loin qu'il n'existe pas qu'une distinction complète entre les banques de dépôts d'un côté, et les banques d'affaires et les sociétés financières de l'autre, mais des établissements spéciaux se sont créés pour exploiter des branches de crédit bien déterminées. On y voit même des banques, intermédiaires entre les banques offrant le crédit et les industriels qui en éprouvent le besoin.

Dans le système des banques allemandes, la division du travail est à peine esquissée. Une séparation fondamentale n'a lieu qu'entre les banques d'émission et les banques hypothécaires d'un côté, et les banques de dépôts, de crédit et les sociétés financières de l'autre; les banques coloniales et transatlantiques étant exceptées de cette comparaison.

Même dans les opérations hypothécaires il n'y

a pas de division précise, plusieurs banques de crédit du Sud de l'Allemagne annulent leurs opérations avec des prêts hypothécaires.

Par contre, il n'existe en Allemagne, sauf quelques exceptions, aucune séparation entre les banques de dépôts et de crédit d'une part, et les sociétés financières (fondation, transformation, lancement des entreprises) de l'autre. Les banques et les banquiers privés insistent davantage tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre de ces opérations.

Jusqu'en 1870, l'Allemagne était très pauvre en capitaux. Depuis cette époque la richesse s'est considérablement accrue; mais son développement n'a pas suivi l'essor puissant de la vie économique allemand et, en conséquence, n'a pas toujours été en mesure de satisfaire les exigences de la grande industrie qui tend à s'accroître. C'est pour cette raison que les banques allemandes se sont tenues à un système mixte.

Voyons maintenant quel est celui des banques françaises.

La France est très riche en capitaux et son industrie, surtout après la remise à neuf de celle des pays reconstruits, a atteint un développement élevé. D'autre part les dépôts en banque y sont bien moins développés qu'en Angleterre. En conséquence, la banque a pris une position intermédiaire entre la banque anglaise et la banque allemande.

En dehors des banques coloniales et transatlantiques spéciales, l'émission des billets de banque, ainsi que les affaires sur hypothèques, se font par des

établissements spéciaux qui possèdent soit un monopole de droit, soit un monopole de fait. Il n'existe pas de séparation bien nette entre les affaires de banque « régulières » et les affaires de « crédit mobilier », mais depuis quelques années, il se produit un mouvement dans ce sens.

Un nombre restreint de banques importantes se consacrent entièrement aux affaires financières et ne s'occupent d'opérations de crédit qu'en second lieu, dans la mesure où les sociétés fondées par elles l'exigent. D'autre part, les trois grandes banques de dépôts françaises considèrent l'émission de titres comme l'une de leurs opérations principales et n'ont pas encore complètement abandonné le caractère de crédit mobilier qu'elles avaient antérieurement.

Parmi les autres banques de crédit et de dépôts, plusieurs renoncent complètement aux affaires financières, mais leur rôle est insignifiant; la majorité des grands et moyens établissements exploitent simultanément les deux branches.

C'est dans cette dernière catégorie que nous placerons la Banque des Coopératives. Elle est en effet, sans discussion possible, une banque de crédit et de dépôts. En examinant son bilan nous voyons que, par rapport à son total, les dépôts y rentrent pour 47 0/0, alors que, pour le Crédit Lyonnais, qui passe à juste titre pour être le modèle des établissements de crédit, ils n'en forment que les 34 centièmes (31). Cette abondance de dépôts nous permet une opinion

(31) Bilan du 31 janvier 1924.

exacte sur le crédit élevé dont jouit la Banque, surtout si l'on calcule qu'ils atteignent 162 o/o du capital versé, alors que ceux déposés au Crédit Lyonnais ne donnent que 83 o/o.

D'autre part, nous disons qu'elle est une banque d'affaires. Le trait caractéristique de ces dernières est de travailler, en règle générale, avec leurs propres ressources et nous savons que la Banque des Coopératives a 55.5 millions de comptes courants débiteurs et 41,7 millions de dépôts à échéance. Ces banques s'occupent principalement d'affaires financières, d'émissions de valeurs, d'étude, de création et de lancement de sociétés. Ces opérations-là, nous les avons toutes trouvées dans celles de la Banque des Coopératives et nous savons que son principal but est de prêter aux Sociétés coopératives les capitaux qui leur sont nécessaires, de les soutenir en cours de route après avoir souvent financé leur création.

La Banque des Coopératives est donc à la fois une banque de dépôts et d'affaires, et tend, quoi que ce type ne soit pas rare en France, vers la conception allemande du système mixte.

SON ORGANISATION

L'organisation générale de la Banque n'a pas eu à subir de changement important depuis sa fondation.

Les divisions nouvelles ne sont créées qu'au fur et à mesure des besoins et les grandes lignes qui présidaient à la constitution du Service de banque du Magasin de Gros existent toujours.

Cependant, trois directions seraient nécessaires. Si deux seulement sont créées, au Secrétariat et aux Services Centraux devraient venir s'ajouter les Agences. Pour l'instant, le Secrétariat dirige les neuf agences et les Services Centraux en ont pris la comptabilité. Ceux-ci comprennent, en outre, trois services : 1° la Comptabilité générale; 2° les Titres de passage, coupons et Bourse; 3° la Conservation des titres et Portefeuille.

Au 31 janvier 1924, la Banque occupait dans ses services centraux et ses agences, cent dix-sept personnes; en décembre 1922, elle n'en comptait que quatre-vingt-douze. Cette augmentation représente exactement celle des soldes.

Si la Banque a eu quelquefois dans l'établissement de ses comptes des difficultés et des retards, la cause en est dans la masse considérable de nouveaux déposants, dépassant, surtout dans les premiers mois, les prévisions les plus optimistes.

La Banque a tenu à donner à son personnel l'impression de la sécurité, soit dans le présent, soit dans l'avenir, par l'établissement d'un règlement.

Ce règlement fixe l'ancienneté, le chiffre des salaires, la durée du travail, la participation aux résultats, calculée en crédit sur les commissions et sur la différence entre les soldes et l'encaisse, débitée des frais généraux et d'une part proportionnelle dans les frais des services centraux. Ce règlement crée, en outre, une Caisse de prévoyance, fixe les délais de maladie, de maternité, de congé et de périodes militaires.

Enfin, le Conseil d'Administration de la Banque des Coopératives, dans sa séance du 27 décembre 1923, a décidé la participation de la Banque à la constitution de retraites pour le personnel. Le règlement fait à cette intention est rentré en vigueur le 1^{er} janvier 1924 et fixe à 5 o/o le montant des retenues sur les appointements; l'adhésion des anciens employés est facultative; celle des nouveaux est obligatoire. Ils sont assurés qu'à leur départ de la Banque, ils emporteront leurs versements personnels, et ceux faits par la Banque s'ils ont cinq ans de titularisation; ils sont donc certains que ce résultat leur est acquis et possèdent ainsi une rente de vieillesse correspondant au double de leur effort personnel.

AGENCES ET CAISSES CORRESPONDANTES

Il y a une chose inquiétante pour l'avenir de la coopération, c'est la forme nouvelle qu'a pris le commerce, aussi bien celui de l'alimentation et de la nouveauté que celui de la banque, à savoir les succursales. Au lieu de la concentration, c'est l'extension qui se produit, au lieu de faire venir le client on va le chercher dans sa petite ville, dans son hameau rural, dans son quartier ou dans sa ferme isolée.

Pour pouvoir lutter contre ce redoutable adversaire, les coopératives n'ont trouvé d'autres moyens que de lui emprunter ses propres armes et ont multiplié leurs succursales.

Quel que soit l'intérêt qu'ait la Banque des Coopératives elle-même à conserver bien en mains en un centre, un service aussi important que le sien, il a fallu que, sous peine d'arrêter son développement, elle crée dans le pays, avec l'aide des Sociétés, des Caisses Correspondantes de banque et des Agences régionales.

Les Caisses Correspondantes ne font que des opérations très simples d'entrées et de sorties de capitaux; elles font des versements et des remboursements, des paiements de coupons de dépôt à terme et de coupons d'obligations coopératives ou domiciliées.

On ne peut leur demander plus, car elles sont administrées le plus souvent par un personnel bé-

névole: épiciers, gérants de coopératives, peu ou pas spécialisé dans la science bancaire.

Ces Caisses sont en quelque sorte les pionniers avancés de la coopération qui fouillent dans les petites villes et dans les campagnes, trouvent le capital nécessaire et placent les services de la Banque à la portée de tous les coopérateurs. C'est ainsi que le chiffre obtenu par elles a dépassé depuis longtemps le chiffre du Siège central lui-même. Elles sont certainement, en particulier celles créées par l'Union des Coopérateurs de Paris, le facteur principal de l'accroissement du Service.

Le chiffre exact de leurs affaires est fort difficile à évaluer maintenant, car certaines sont rattachées aux agences régionales alors que d'autres dépendent du Siège. Celles qui se trouvent dans ce dernier cas ont fait 15.138.335 francs de soldes au 31 janvier 1924; pour les autres on ne peut donner un chiffre exact car les comptes personnels sont compris dans celui de l'agence; ainsi Douai accuse un montant de 8.502.370 francs de soldes, provenant presque entièrement de Caisses Correspondantes. L'on voit que le chiffre du Siège est largement dépassé si l'on tient compte de ceux donnés par les autres agences.

Ces Caisses Correspondantes devraient être répandues dans tout le pays pour que la Banque des Coopératives soit armée complètement; il en faudrait partout où il y a le moindre groupe de coopérateurs; au lieu d'en compter six cents, comme à

l'heure actuelle, on devrait les dénombrer par milliers.

Il faut espérer que la propagande constante que fait la Banque auprès des Sociétés, amènera celles-ci à lui apporter leur concours pour en créer de nouvelles; c'est leur intérêt particulier bien compris et une nécessité pour la coopération.

**

Mais les opérations plus compliquées que ne font pas ces Caisses Correspondantes, vont-elles manquer aux coopérateurs régionaux ? Non ! car on a songé à faire confectionner, dans les centres provinciaux importants, les pièces principales par des Agences. Là, des employés du Service de banque en contact direct avec les Sociétés peuvent centraliser les écritures et en envoyer la balance quotidienne au Siège; ces employés peuvent surtout visiter eux-mêmes les caissiers, les stimuler, les renseigner, résoudre les difficultés, obtenir la création de nouvelles Caisses Correspondantes et développer le Service dans la région.

Ce système d'Agences constitue en somme la centralisation articulée, le réseau de caisses multiples qu'ont adopté avec succès les grandes sociétés de crédit et qui semble bien la seule technique à suivre pour un Service de banque qui veut s'adresser à tous les coopérateurs du pays. C'est un acheminement vers le commerce du crédit sous sa forme la plus moderne. Le mouvement coopératif y est d'ail-

leurs particulièrement apte, à cause de sa clientèle déjà nombreuse, de ses habitudes d'ordre et de prévoyance, à cause aussi de son organisation matérielle couvrant une partie du pays et permettant la création, avec le minimum de frais, d'un réseau bancaire très efficace.

Nous avons vu que ces Agences sont rattachées au Siège central qui doit leur donner toutes instructions utiles et indispensables pour l'utilisation et le maniement de leurs fonds. Elles ne sont donc pas arrivées encore à être autonomes; pour cela il leur faudrait une puissance financière qu'elles n'ont pas, malgré leur développement satisfaisant. Aussi ne peuvent-elles lutter ouvertement contre les puissants organismes de crédit et là où elles s'établissent, c'est plus parce qu'elles sont poussées à le faire par la géographie du mouvement coopératif que par leur volonté de faire de la concurrence directe aux banques déjà sur les lieux et de leur disputer la place.

Ce stade de la décentralisation, s'il est envisagé comme un idéal à atteindre, ne pourra être réalisé que dans un avenir assez lointain. Alors il se créera des sous-agences permanentes ou semi-permanentes rattachées à l'agence principale; celle-ci deviendra alors d'une telle importance qu'elle tiendra auprès de ses sous-agences le rôle que le Siège tient actuellement auprès d'elles.

Le Secrétariat, auquel sont rattachées les Agences, en dirige actuellement neuf, en comptant le Siège, dont les soldes ont donné au 31 janvier 1924 les chiffres suivants:

Siège.	23.455.032
Paris U. D. C.	12.749.426
Douai.	8.502.370
Nancy.	8.289.153
Province.	6.200.060
Lyon.	5.989.924
Paris D. (Temple)	5.629.518
Paris D. A. (Sambre et Meuse)	4.275.168
Bordeaux.	2.902.324
Château-Thierry.	1.049.163

L'Agence de Compiègne qui existait encore l'année dernière a été rattachée à Paris-Union des Coopérateurs.

Nous avons cru bon de faire rentrer dans ce tableau sous la dénomination de *Province* une série de soldes qui sont traités directement par des clients de province à la Banque des Coopératives, sans passer par l'intermédiaire des Caisses Correspondantes ou des Agences.

Le nombre des Agences est en somme assez restreint; si leurs chiffres individuels sont satisfaisants, leur nombre, comme celui des Caisses Correspondantes, n'est pas suffisant. Trop de grands centres pour des raisons diverses n'ont pas d'agence et pourtant cet outillage financier est indispensable pour les capitaux à long terme, comme les obligations, dont les organisations coopératives ont besoin et que les Caisses peuvent recueillir.

Ce sont les agences financières qui permettent de placer rapidement les titres coopératifs et de

maintenir constamment les demandes au niveau des offres; elles permettent aussi d'avoir les soldes à l'abri des fluctuations locales ou régionales.

Cependant ce développement pose à la Banque une importante question, celle de leur situation et de leur aménagement, qui doit être résolue dans les meilleures conditions possibles. L'expérience confirme que, quel que soit le souci d'économie, c'est la condition indispensable du succès. Il faut donc s'attendre à quelques immobilisations, d'autant plus que, pendant un certain temps, une agence nouvelle non garnie de solde a une exploitation déficitaire. C'est une des raisons qui conseillent à la Banque d'améliorer ses réserves constamment pour être à la hauteur d'un développement qui va plus vite que sa volonté, en raison des besoins croissants du mouvement coopératif.

Pour réaliser cet outillage, il serait utile à la Banque d'avoir un plan d'extension méthodique. Malheureusement elle subit le sort de toutes les organisations coopératives, elle répond à des besoins qui sont souvent arbitrairement déterminés et elle n'a pas la liberté absolue de mener l'entreprise selon sa propre volonté.

Cependant tout en se développant un peu au hasard des pourparlers avec les Sociétés et selon le degré d'attachement des régions coopératives à son organisation, la Banque ne devra pas perdre de vue une idée d'ensemble générale et autant que possible se conformer à un plan précis.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

A la tête de la Société se trouve un Conseil d'Administration qui se compose, pour l'exercice de 1923, de trente-un membres (32); le nombre des conseillers varie dans la limite statutaire de douze à quarante.

Les Administrateurs sont nommés pour trois ans par l'Assemblée générale et sont renouvelables par tiers tous les ans; en avril 1924 dix seront remplacés.

Pour être élu Administrateur, il faut être Français, titulaire d'une action au moins et être présenté par le Conseil d'Administration de la Société dont on fait partie.

Les Sociétés coopératives peuvent également demander leur admission à condition de souscrire autant d'actions qu'elles comptent de fois trente membres et de les libérer en versant leur dixième.

Le Conseil d'Administration statue définitivement sur ces demandes d'admission. Toutefois il ne peut repousser la demande formulée par une Société adhérente à la Fédération Nationale des Coopéra-

(32) Parmi ces trente et un noms nous relevons ceux d'Administrateurs des principales Fédérations et Unions de France. du Magasin de Gros, de l'Union des Coopérateurs; plus précisément ceux de MM. G. Lévy, Poisson, Camin, et ceux de MM. Gaumont et Charles Gide, membres du Conseil Supérieur de la Coopération.

tives de Consommation et au Magasin de Gros, si elle s'engage à remplir les obligations prescrites.

L'action unique de l'Administrateur, ou l'une de ses actions servira de garantie à ses actes de gestion ou même à ceux qui lui seraient exclusivement personnels. Cette action est inaliénable, frappée d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et nominative. Elle est déposée dans la caisse sociale.

Les Administrateurs de la Banque sont en même temps, nous l'avons déjà dit, ceux de la Fédération Nationale et du Magasin de Gros. Il est évident que la Banque a tout à gagner à être placée sous le contrôle du Conseil qui représente l'ensemble et la direction du mouvement coopératif.

Si, par suite de démissions, révocations ou décès, le Conseil est réduit à cinq membres, les membres restant convoqueront, dans le délai d'un mois, l'Assemblée Générale pour désigner les remplaçants.

L'Assemblée Générale peut révoquer les Administrateurs mais cela pour faute grave seulement et alors même que cette question n'est pas portée à l'ordre du jour.

Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société ; il faut que ses délibérations soient prises à la majorité des membres présents.

Il règle l'organisation des bureaux, nomme et révoque les agents et employés, fixe leurs appointements, salaires et gratifications, détermine s'il y a lieu le chiffre des cautionnements et en autorise la restitution.

Il arrête les règlements du service intérieur et fixe les dépenses générales d'administration. Il autorise toutes acquisitions ou aliénations de biens meubles et immeubles et confère toutes hypothèques, gages, nantissements, et autres garanties mobilières ou immobilières.

Il autorise, dans la limite des statuts, toutes les opérations de la Société et en détermine les conditions. C'est ainsi qu'il a décidé qu'à partir du 1^{er} septembre 1922, le taux des dépôts à terme serait diminué de 0,50 o/o et que les dépôts à trois mois et à six mois seraient supprimés ; qu'à partir du 1^{er} janvier 1923 le taux des comptes courants serait de 4 o/o. Il a obtenu en outre l'ouverture à la Banque de France d'un compte avec facilité d'escompte ; disons à ce propos que notre Institut national a toujours fait preuve, à l'égard de la Banque des Coopératives, d'un intérêt bienveillant qui ne s'est jamais démenti.

Le Conseil d'Administration a décidé l'ouverture d'un certain nombre d'autres comptes de banque au mieux des opérations de la Banque et il a désigné comme mandataires, les personnes autrefois mandatées par le Magasin de Gros pour son Service de banque dans certains entrepôts et certaines usines.

Nous avons vu déjà que le Conseil d'Administration fixe le taux et les conditions de l'escompte ; il détermine aussi pour chaque client, après avis conforme du Comité des Censeurs, le montant maxima des escomptes et avances qui peuvent être accordés à chaque client.

Il détermine l'emploi des fonds de réserve et nous savons quelle est, à cet égard, sa politique (36).

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale ; il fait un rapport à cette Assemblée sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

Il autorise toutes les actions judiciaires et peut donner toutes procurations ou délégations de ses pouvoirs à des mandataires pris ou non parmi ses membres.

Les déclarations à faire au registre de commerce sont faites par les Administrateurs qui en reçoivent mandat ; les Administrateurs porteurs de pièces à déposer seront réputés en avoir reçu délégation.

Les Administrateurs sont contrôlés par des Commissaires qui doivent faire un rapport à l'Assemblée générale sur les comptes présentés par eux. Ils sont nommés par l'Assemblée Générale et font en outre un rapport sur la situation générale de la Société et sur son bilan.

La délibération contenant approbation des comptes et aussi du bilan est nulle si elle n'a pas été précédée du rapport des Commissaires. Si plusieurs Commissaires ont été désignés, le rapport est valable même s'il n'est présenté que par l'un d'eux.

Pendant le trimestre qui précède la réunion de l'Assemblée Générale, les Commissaires ont droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la Société.

(36) Voir *supra*, p. 98.

Ils peuvent, enfin, en cas d'urgence, convoquer l'Assemblée Générale.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Une fois par an, au cours du semestre qui suit l'inventaire annuel, le Conseil d'Administration convoque l'Assemblée Générale.

La réunion a lieu dans le local et dans la ville désignés par lui également. Cette ville est celle où se réunissent à la fois la Fédération Nationale des coopératives et l'Assemblée Générale du Magasin de Gros ; l'on a voulu ainsi rassembler ces trois sociétés pour leur permettre un meilleur travail d'ensemble.

Il est à remarquer d'ailleurs que les Administrateurs de la Banque des Coopératives sont en même temps ceux de la Fédération Nationale et ceux du Magasin de Gros, afin que ces mêmes hommes, grâce à cette triple fonction, puissent assurer l'unité de conception et de politique du mouvement coopératif.

En dehors de ces Assemblées annuelles et ordinaires, il peut se tenir des Assemblées extraordinaires convoquées, en cas d'urgence, par le Conseil d'administration s'il est réduit à cinq membres par suite de démissions, révocations ou décès ; par les Commissaires (37) en cas d'urgence également ; et par le Comité des Censeurs, s'il estime que les

(37) Voir *supra*, p. 119.

crédits sont accordés aux Sociétés dans des conditions qui peuvent nuire gravement à la bonne marche de la Banque.

Le mode de convocation est déterminé, en tout cas, par l'organisme convocateur, de manière à informer les sociétaires de la date et du lieu de l'Assemblée, ainsi que de son ordre du jour. Cet ordre du jour est déterminé par l'organisme convocateur ; la convocation devra être faite vingt jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale.

Chaque associé peut y participer et s'y faire représenter, mais il ne dispose que d'une voix, quel que soit le nombre d'actions dont il est titulaire. • Nous retrouvons là un des principes essentiels de la coopération adapté aux circonstances par le fait que les Sociétés associées auront autant de voix qu'elles compteront de fois trente membres à la date du dernier inventaire qui aura précédé la convocation de l'Assemblée générale.

Celle-ci, régulièrement convoquée et instituée, représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions obligent même les absents, les incapables et les dissidents.

Son Président est désigné par le Conseil d'Administration ; il est assisté de deux scrutateurs désignés par l'Assemblée générale. Le Secrétaire est désigné par le Bureau ; il peut être pris en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence qui contient les noms et domiciles des sociétaires, le nombre des parts souscrites par chacun d'eux et les signatures

des associés présents ou des mandataires des associés représentés. Cette feuille, certifiée par le Bureau de l'Assemblée générale, est déposée au Siège social et doit être communiquée à tout requérant.

Pour que l'Assemblée générale prenne des décisions valables, il faut que les associés présents ou représentés soient titulaires du quart au moins du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint, l'organisme convocatéur réunira à nouveau l'Assemblée suivant le même mode. Cette seconde Assemblée délibérera valablement quelle que soit alors la proportion du capital représenté. La seconde convocation devra être faite dans le délai de deux mois à partir de la date de la première Assemblée. Elle portera le même ordre du jour.

Le quorum doit être plus élevé lorsqu'il s'agit de délibérer sur la vérification des apports, ou sur la sincérité de la délibération faite par les fondateurs ou par les administrateurs en cas d'augmentation de ces apports ; les associés doivent dans ces cas représenter la moitié du capital social.

Si l'Assemblée ne réunit pas un nombre d'associés suffisant, elle ne peut prendre qu'une délibération provisoire et une nouvelle convocation est lancée. Deux avis, publiés à huit jours d'intervalle, au moins un mois à l'avance, dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales dans le département du siège social, font connaître aux sociétaires les résolutions provisoires adoptées par la première Assemblée ; ces résolutions deviennent définitives si elles sont approuvées par la nouvelle

Assemblée, composée cette fois d'un nombre d'associés représentant le cinquième au moins du capital social.

L'Assemblée générale peut modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions, sauf en ce qui concerne la nationalité de la Société, l'augmentation des engagements des associés et les obligations légales.

Dans ce cas, comme aussi dans celui où l'Assemblée générale radie des sociétaires, le nombre des associés doit être tel que les trois quarts du capital social doivent être représentés ; de plus, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des associés présents ou représentés.

Si une première Assemblée ne remplit pas les conditions ci-dessus fixées, une deuxième peut être convoquée dans les formes statutaires et par deux insertions à quinze jours d'intervalle, dans le Bulletin annexe du *Journal officiel* et dans un journal d'annonces légales du lieu où la Société est établie. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente Assemblée.

La nouvelle Assemblée délibère valablement si elle se compose d'un nombre d'associés représentant la moitié au moins du capital social. Si elle n'atteint pas ce quorum, il peut être convoqué, dans les mêmes formes, une troisième Assemblée qui délibère valablement si elle se compose seulement d'un nombre d'associés représentant le tiers du capital

social. Dans toutes ces trois Assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers des voix des associés présents ou représentés.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur les questions portées à l'ordre du jour. Toutefois, en cas de faute grave, elle peut toujours prononcer la révocation des administrateurs, même si cette question n'est point portée à l'ordre du jour.

L'Assemblée a des fonctions précises ; elle vérifie les comptes et la gestion du Conseil d'administration à sa réunion annuelle, et, en plus de ceux aperçus dans le cours du présent chapitre, elle possède les droits les plus étendus pour la gestion de la Société, qu'elle soit annuelle ou extraordinaire.

Elle prend ses décisions à la majorité des sociétaires présents ou représentés, sauf aux cas déjà cités de vérification et d'augmentation des apports.

Le procès-verbal de l'Assemblée est établi par les soins du Secrétaire et transcrit sur un registre spécial tenu au siège de la Société.

Lorsqu'il sera nécessaire d'en produire des copies en justice ou dans tout autre cas, ces copies seront valables à l'égard de toutes personnes, si elles portent la signature d'un administrateur. Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'une des copies pour procéder au dépôt et à la publication de toutes les délibérations de l'Assemblée générale.

COMITÉ DES CENSEURS

Il a paru juste de donner aux Sociétés particulièrement intéressées par le montant même de leurs souscriptions au succès de la Banque, un pouvoir de contrôle effectif. Par le fait qu'elle inspire toute confiance aux Sociétés, la Banque favorise l'essor de ses propres opérations, car les Sociétés savent bien que plus elles accroîtront leurs dépôts de fonds de banque, plus elles pourront compter sur un appui le jour où des avances leurs seront utiles.

C'est pourquoi les Statuts, dans leur article 39, ont prévu la création du *Comité des Censeurs* formé des représentants des principales Sociétés actionnaires (39). Ces Censeurs sont nommés pour trois ans et sont actuellement au nombre de sept.

Quel est le but de ce Comité ? S'occupera-t-il de l'administration générale de la Banque ? Non, le Conseil d'administration est là : il s'intéressera particulièrement aux opérations qui peuvent devenir pour la Banque un danger sérieux de par leur nature et leur durée ; plus particulièrement, il autorisera les crédits et les avances pour un délai supérieur à un an et l'escompte des effets à échéance de plus de

(39) Nous y trouvons les représentants de l'Union de Limoges, de l'Union des Coopérateurs de Cambrai, de l'Union d'Amiens, de l'Union des Coopérateurs de Paris, de l'Union des Coopérateurs de Lorraine, de l'Avenir régional de Lyon et de la Coopérative régionale de Basse-Normandie.

trois mois. Nous savons déjà que ces mesures n'ont jusqu'ici jamais reçu d'application.

Dans son Rapport de l'exercice 1922, le Comité des Censeurs a autorisé aussi l'escompte sans nantissement du papier tiré par les fournisseurs sur les Sociétés et accepté par celles-ci, l'escompte avec nantissement du papier tiré sur d'autres personnes (40) et l'escompte sollicité par une Société coopérative de production, mais sous réserve de la constitution d'une garantie en titres.

Le Comité des Censeurs donne son avis au Conseil d'administration sur le montant maximum des emprunts qui peuvent être consentis à chaque client et sur toutes les questions sur lesquelles il sera consulté.

C'est ainsi qu'il a donné son approbation aux avances sur titres (41), émis un avis favorable à une demande présentée par un fournisseur du Magasin de Gros et autorisé une avance sur connaissance de marchandises (42). Il a admis également le principe d'avances aux coopérateurs sur les actions supplémentaires souscrites par eux aux Sociétés coopératives (43).

Nous avons déjà étudié (44) les décisions qu'il fut amené à prendre au sujet des avances accordées

(40) Voir supra, p. 74.

(41) Voir supra, p. 76.

(42) Avance de 300.000 francs sur connaissance de marchandises expédiées à destination de Marseille, par les Coopératives du Sud de la Russie et que le Magasin de Gros était chargé de vendre.

(43) Voir supra, p. 75.

(44) Voir supra, p. 78.

par le Magasin de Gros et des demandes de découvert nouveaux.

Pour son opinion et son contrôle, le Comité des Censeurs peut prendre à tous moments communication de tous les livres et comptes de la Société. Il présente chaque année à l'Assemblée générale ordinaire un rapport sur la manière dont les crédits sont accordés et dont nous avons vu quelques fragments (45).

Il peut convoquer extraordinairement l'Assemblée générale quand il estime que les crédits sont accordés dans des conditions qui peuvent nuire gravement à la bonne marche de la Société. Ceci lui a été donné comme mesure de coercition. Est-il besoin de dire qu'elle n'a encore jamais été mise à exécution ?

CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou lors de la liquidation sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du Siège social.

Les actions touchant l'intérêt général et collectif de la Société ne peuvent être exercés contre le Conseil d'administration ou l'un de ses membres qu'au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale.

(45) Voir *supra*, p. 81.

Tout actionnaire qui veut provoquer une contestation de cette nature doit en faire l'objet d'une communication au Conseil d'administration, qui est tenu de mettre la proposition à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale, à condition que la communication ait été faite au moins un mois d'avance.

Si la proposition est repoussée par l'Assemblée aucun actionnaire ne peut la reproduire en justice dans un intérêt particulier. Si elle est accueillie, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires pour suivre la contestation.

Les significations auxquelles donnent lieu la procédure sont adressées uniquement auxdits commissaires, aucune signification individuelle ne peut être faite aux actionnaires.

En cas de procès, l'avis de l'Assemblée doit être soumis aux tribunaux en même temps que la demande elle-même.

Tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans la localité où se trouve le Siège social, et toutes notifications et assignations sont valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard au domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires et extra-judiciaires sont valablement faites au Parquet du Tribunal civil du Siège social.

DISSOLUTION

C'est l'Assemblée générale qui a le pouvoir de dissoudre la Société. Elle apprécie souverainement si la perte des trois quarts du capital social peut être une cause de dissolution. En tous cas, le départ de l'un ou de plusieurs des associés pour cause de démission, de révocation, de décès, de liquidation ou de déconfiture n'entraînera pas la dissolution, et la Société continuera de plein droit entre les survivants.

Il faut, pour que la décision de l'Assemblée soit valable, que l'Assemblée soit composée d'un nombre d'associés représentant les trois quarts du capital social. Si cette condition n'est pas remplie, une deuxième Assemblée est convoquée qui doit comprendre un nombre d'associés représentant la moitié au moins du capital social. Si elle n'atteint pas ce quorum, une troisième Assemblée peut être appelée dont les représentants devront avoir le tiers du capital social.

Il faut, dans toutes ces Assemblées, pour que les résolutions prises soient valables, qu'elles réunissent les deux tiers des voix des associés présents ou représentés.

L'Assemblée générale prononcera en même temps que la dissolution la nomination de liquidateurs chargés de réaliser l'actif et d'acquitter le passif et de payer les frais de liquidation.

Les pertes, s'il y a lieu, seront réparties entre les associés au prorata des parts qu'ils auront souscrites ; les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils auront souscrites, soit à l'égard des tiers, soit à l'égard de la Société.

Si la liquidation accuse un actif net, il est d'abord employé à rembourser aux associés les sommes versées par eux. Le solde est affecté par l'Assemblée générale à des Sociétés coopératives de consommation, à des Unions de Sociétés, à des œuvres sociales ou d'intérêt général représentant un caractère désintéressé, ou à défaut au fonds de dotation de Sociétés coopératives de consommation créées par la loi du 7 mai 1917.

On trouve ici encore, jusque dans ce dernier exemple, le maintien du principe : que le capital ne doit toucher que sa juste part ; pas même de dividende si la Banque se liquide avec un bénéfice net.

D'UNE BANQUE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE

S'il y avait entre les peuples une organisation financière puissante, on aboutirait à stabiliser les changes, à unifier les monnaies, surtout à consentir des crédits indispensables qui permettraient en particulier la restauration économique des pays ruinés par la guerre. Si l'on s'entête dans un nationalisme économique étroit, ou au contraire dans la conviction que le libre échange suffirait à guérir tous nos

maux, il est à craindre que tous les peuples s'appauvrissent davantage et que la crise mondiale ne dure longtemps encore (46).

C'est de cette organisation financière que nous voulons parler ici et voir quel intérêt y ont les coopérateurs, en même temps que ses possibilités de création.

Longtemps la pénétration des idées coopératives et l'extension des Sociétés de Coopération furent lentes et difficiles. Cependant, à mesure que leur force et leur masse grandissaient, les coopérateurs prenant conscience d'eux-mêmes, surtout ceux d'Angleterre, de France, d'Allemagne, de Suisse, des Pays Scandinaves et de Tchéco-Slovaquie, pensèrent que la coopération doit devenir un mouvement puissant pour régler la condition d'abord d'échange et même de production des marchandises nécessaires à la vie.

En cela, ils n'avaient pas attendu la crise actuelle pour se préoccuper des conditions dans lesquelles le commerce international allait être obligé de se mouvoir en raison de la guerre ; déjà, en 1883, sous l'impulsion de MM. de Boyve et Gide, les coopérateurs s'étaient réunis en un Congrès international. Les organisations représentées voulurent créer un lien moral entre elle, ce fut l'*Alliance Coopérative Internationale*. Elle songea à établir des liens commerciaux entre les organismes coopératifs de tous les pays qui lui avaient donné leur adhésion.

(46) E. Poisson. Le Magasin de Gros international. Revue des Etudes Coopératives, 1922.

Depuis lors, l'idée du Magasin de Gros International fut discutée à chaque Congrès nouveau.

En 1907, à Crémone ; en 1910, à Hambourg ; en 1913, à Glasgow ; à Paris, en 1916 et 1919. Dans cette dernière réunion fut créé le *Comité des Magasins de Gros*, qui ne donna pas de résultats bien brillants, car après deux ans d'existence il ne réussit pas à entraîner la coopération anglaise. On chargea alors le Magasin de Gros anglais : la Wholesale de Manchester, la plus puissante des organisations coopératives du monde entier, d'être le centre d'activité du Magasin de Gros International en formation.

Les premières opérations furent peu heureuses, on prêta aux coopérateurs de Belgique, de Roumanie, de Pologne, de Yougoslavie, de Russie, de Serbie ; les Tchèques, seuls jusqu'ici, ont payé, et devant cette déconvenue on comprend facilement que les Anglais ne veulent pas aller plus avant.

Toutefois, un pas de plus a été fait au Congrès de l'Alliance Coopérative Internationale de Bâle, en août 1921. A ce Congrès fut voté en effet une résolution Kauffmann organisant *la création d'une Union Internationale des Magasins de Gros*. Le Comité des Magasins de Gros existant fut chargé de préparer un véritable Magasin de Gros, un organisme qui serait indépendant du Magasin de Gros de telle ou telle nation.

Cette question du crédit en marchandises paraît difficile à résoudre. Toutefois, les tentatives faites actuellement pour mettre sur pied un Magasin de Gros International sont de nature à apporter un

commencement de réalisation positive. Malheureusement, ce n'est qu'une faible partie du problème qui serait ainsi réalisée, et il resterait toujours à solutionner la question de savoir dans quelles conditions, soit un Etat s'il s'agit d'organisations faites par les nations elles-mêmes, soit une organisation coopérative nationale, pourra accorder à ceux des Etats ou des organisations coopératives qui en auront besoin les crédits nécessaires pour leur permettre de s'alimenter.

L'instabilité des changes n'a fait que s'accroître depuis 1919 ; il ne peut donc être question de paiements en numéraire ou en billets de banque. Il faudrait donc songer à la constitution d'un organe de compensation permettant d'effectuer des règlements en tenant compte de la valeur des marchandises importées et exportées dans chaque pays, ce qui ne laisserait comme susceptible de crédit qu'une partie seulement des ventes effectuées par les pays à change élevé dans les pays à change bas.

Le même Congrès de Bâle, traduisant en cela l'état d'esprit d'alors très enclin à la création en France d'une banque coopérative, fut saisi par la Fédération Nationale des Coopératives de France d'un projet de constitution d'une Banque Coopérative Internationale ; il décida la convocation, par le Comité exécutif de l'Alliance Coopérative Internationale, d'une conférence de techniciens de l'organisation bancaire au point de vue coopératif.

L'idée de la constitution d'une Banque Coopérative Internationale est venue aux coopérateurs

français en étudiant les conditions dans lesquelles la crise économique qui s'est abattue sur le monde par suite de la guerre a évolué et s'est développée. Aussi voulaient-ils avoir, à côté de l'organe de compensation signalé déjà, un organe de répartition, ayant pour but de régulariser sur les marchés internationaux le cours des différentes productions nationales, de façon à ne pas aboutir à une dépréciation trop grande de la valeur de certains produits. S'il est désirable, en effet, d'aboutir à ce que les marchandises ne soient produites que dans les pays où les conditions normales d'exploitation permettent cette production au meilleur prix, il ne faut pas que la production industrielle d'autres pays puisse être interdite en raison de conditions anormales ou exceptionnelles, comme par exemple une forte baisse des salaires entraînée par une diminution trop importante des signes monétaires.

Cet organe de crédit international aurait pour but de fixer les avances qui pourraient être faites aux différents pays à change bas, en tenant compte des conditions normales d'exploitation de ces pays, et des avantages qui pourraient en résulter pour le monde si ces avances étaient destinées à accroître la production en même temps qu'à augmenter la consommation nécessaire pour le maintien même de l'organisme lui-même.

A la fin de la guerre, ces préoccupations auraient dû dominer toutes les autres. Seules, les Sociétés coopératives qui, elles, n'ont pas pour unique but le désir immodéré de profits, base de tous les

systèmes marchands, ont cherché dans quelle mesure il leur était possible de trouver une solution.

Tout en laissant aux gouvernements le soin de continuer à examiner l'opportunité de la création d'organes internationaux destinés à établir une stabilité dans les changes ou même à organiser la répartition internationale, le mouvement coopératif devait se préoccuper des conditions dans lesquelles il pourra constituer son propre organisme financier international.

La Conférence de Bruxelles s'est particulièrement préoccupée du côté bancaire de la question. Elle a retenu l'intérêt qu'il y a pour la coopération, dans l'état d'inter-dépendance économique où se trouvent toutes les nations civilisées, à réagir contre les effets nocifs des difficultés des échanges internationaux. Elle conclut que cette réaction nécessaire peut affecter deux formes qui sont très liées : le Magasin de Gros International et la Banque Coopérative Internationale.

La politique générale de celle-ci, comme celle du Magasin de Gros International, consistant à utiliser l'inter-dépendance des nations en vue de spécialiser et de répartir les produits sans s'occuper d'un autre point de vue que l'intérêt des consommateurs, mise en commun de toutes les ressources nationales, stabilisation des changes et, par conséquent, efforts pour ramener les devises nationales au point of gold.

La Banque des Coopératives a été elle-même l'initiatrice et l'animatrice de conférences en vue d'établir une banque coopérative internationale. Elle

a participé aux conférences de Bâle, Milan, Essen et Gand. M. Gaston Lévy, administrateur-délégué de la Banque des Coopératives, a été nommé Secrétaire du Comité International Bancaire, la Banque étant choisie comme l'office provisoire de ce Comité.

Si toutes ces réunions et conférences n'ont pas encore abouti, du moins des entreprises profitables en ont résulté et de nombreuses banques nationales sont entrées en relations suivies. C'est ainsi que la Banque des Coopératives en a de positives avec la Belgique, la Tchéco-Slovaquie, la Russie, la Lettonie, l'Italie, et elle ne désespère pas de les voir se développer au fur et à mesure que la stabilité commerciale pourra renaître dans le monde.

La Banque Coopérative Internationale n'est pas fondée parce que la situation économique toute récente ne s'y prête pas ; l'on peut même dire que la crise du change actuelle rend désirable l'abandon momentané de ce projet.

En effet, à l'heure présente, le monde est divisé en trois catégories : les pays à change haut, ceux à change bas, les pays à change moyen. Tous sont enfermés dans des cloisons étanches.

Les pays à change élevé se trouvent dans l'impossibilité d'exporter le surplus de leur production. En Angleterre, particulièrement, qui est le pays dont l'importance économique est la plus grande par rapport à notre marché, surtout depuis la guerre, le chômage est intensif, les difficultés intérieures sont grandes, et les dominions qui, autrefois, étaient considérées comme les vassales naturelles de la mé-

tropole, semblent aujourd'hui appelées à jouer un rôle tout différent ; elles ne sont plus capables d'absorber l'excédent de la production anglaise et elles ne sont plus disposées à alimenter à bon compte la consommation de leur métropole ; les marchés extérieurs semblent aujourd'hui fermés à l'Angleterre.

L'Amérique se trouve dans une situation analogue, mais avec cependant une différence sensible en raison de l'augmentation prodigieuse de sa population amenant une facilité plus grande de consommation. Il n'en est pas moins vrai que les efforts immenses qui ont été faits par ce pays pour augmenter ses productions de toute nature, lorsqu'il était le seul à peu près à nourrir l'Europe en guerre, lui ont laissé des stocks considérables accumulés qui, avec l'élévation de son change, étaient devenus très difficiles à écouler sans perte.

Au Japon, où la crise a débuté par une mévente presque totale de sa production de soies, entraînant des krachs considérables, la situation est loin d'être rétablie.

La Suisse, les Pays-Bas, les Pays Scandinaves, l'Espagne sont dans une situation analogue à celle de l'Angleterre en ce qui concerne leur change et leur possibilité d'exporter dans les pays qui étaient leurs débouchés naturels : l'Allemagne, la Russie, l'Europe centrale et méridionale.

Les pays à change très bas n'ont pas de crise de mévente ni de crise de chômage, mais eux qui croyaient être de cette façon favorisés sous le rapport de leurs opérations ont dû arrêter toute impor-

tation et ne peuvent se procurer les matières premières ; la misère y est très grande et les consommateurs ne peuvent pas arriver à s'assurer le nécessaire, en raison des très hauts prix qu'atteignent pour eux les richesses nécessaires à leur consommation.

C'est donc la stagnation économique générale et le moment serait mal choisi pour la création de cette Banque ; il n'est pas défendu cependant de songer à l'avenir et de se demander dans quelles conditions elle pourrait être constituée et fonctionner.

Si l'on examine la situation dans les différentes nations, on s'aperçoit que de plus en plus les organismes coopératifs nationaux, soucieux de conquérir leur indépendance, ont été amenés à constituer leur propre banque ou des services de banque, rattachés aux organismes centraux. Depuis quelques années, l'importance de ces services s'est augmentée ; il en existe partout où le mouvement coopératif a grandi. En 1922, les banques suivantes se sont créées ou ont augmenté leur action :

Banque Ouvrière Autrichienne, au capital de 100 millions de couronnes ; Union Générale des Sociétés Allemandes Raiffeisen ; Banque Coopérative Danoise ; Banque Coopérative de l'Etat de Chicago 200.000 dollars de capital) ; Banque Coopérative Populaire de l'Etat d'Indiana (Etats-Unis) ; Banque Coopérative Torekvès (Hongrie), au capital de 10 millions de couronnes ; en Russie, la Pokobank prend une grande extension : en quatre mois, 1.300 milliards de roubles de crédit aux coopérateurs ont

été distribués ; la Banque Coopérative de Shangaï ; une Banque Centrale Coopérative au Japon et aux Indes une Banque Coopérative pan-Hindoue.

Cette augmentation croissante du nombre d'organismes bancaires ayant des racines dans les milieux coopératifs et finançant les entreprises coopératives est une des raisons qui nous font espérer en la réalisation de la Banque Internationale Coopérative, destinée, sinon à rassembler tous les organismes nationaux, tout au moins à les unir entre eux par un organe créé à cet effet, qui devrait incontestablement se baser et s'appuyer sur les organisations bancaires déjà existantes dans les différents pays. Car, en plus des Banques vues plus haut qui se sont créées ou agrandies, le mouvement coopératif s'est développé en Angleterre, en France, en Finlande, en Suisse, en Suède, en Norvège, en Italie et en Belgique.

Ce mouvement international est d'ailleurs aidé et soutenu par le Bureau International du Travail, qui renferme une section coopérative.

Le siège de la Banque importerait peu, puisque chacun des organismes nationaux doit servir d'agence ; cependant, il faudra rechercher un pays autant que possible au centre de l'Europe et où la législation serait la plus favorable.

Les principales opérations qu'elle pourrait traiter seraient : l'arbitrage des changes, les règlements différés en faveur des pays à change bas, l'escompte des papiers coopératifs ; elle pourrait consentir les découverts sur marchandises, financer et réaliser

les créations internationales déterminées par le Magasin de Gros International, faire la compensation des natures de risques et donner des renseignements financiers si importants pour les échanges internationaux.

Nous croyons que cette idée d'une Banque Internationale Coopérative est féconde en espérances et sera réalisable parfaitement le jour où les conditions économiques et financières seront redevenues normales.

Cette réalisation pourra amener un développement et un essor coopératif considérables. Le commerce international a besoin d'un organisme qui le vivifie, les intérêts privés des capitalistes leur interdisent peut-être la constitution d'un organisme de ce genre. La coopération peut et doit le tenter. Elle n'a, en effet, pas à craindre ce que peuvent redouter les capitalistes et les Etats : la mauvaise foi de certains d'entre eux à exécuter les engagements qu'ils ont pris. Les mouvements coopératifs de tous les pays ont toujours fait honneur à leurs engagements; quand il s'agira de promesses faites à des organisations coopératives des autres pays, il n'y a pas de doute que la bonne volonté de tous sera complète et entière.

CONCLUSION

Il y a lieu, pour le mouvement coopératif, de profiter des circonstances, de se développer davantage et de mesurer le peu d'influence qu'il a jusqu'à présent dans l'économie du pays. La comparaison stimulera sa volonté ; en particulier les moyens financiers dont il dispose, bien qu'infiniment plus importants qu'il y a quelques années, sont encore très restreints et des progrès considérables peuvent être faits dans cet ordre d'idées.

Mais que l'on ne croie pas que la coopération ne puisse jamais devenir assez forte pour lutter contre les organisations capitalistes qui sont en possession de presque tout le capital et de tous les moyens de production.

M. Charles Gide a répondu à cette assertion en disant que le capital des entreprises capitalistes a été amassé peu à peu pendant des siècles.

A voir ce que les coopérateurs ont déjà fait dans ce sens depuis 1884, c'est-à-dire depuis seulement trois quarts de siècle, on comprend que la constitution d'un semblable capital ne soit pas impossible. On peut voir à Essen avec quelle rapidité surprenante un immense capital a pu être constitué et

développé par trois générations seulement ; ces milliards de francs ont été accumulés par une famille, pourquoi vingt-quatre millions de coopérateurs associés dans le monde entier ne pourraient-ils pas faire de même s'ils restent fidèles à leur idéal ?

Qui eût osé prédire aux contemporains de Law, spectateurs étonnés de cette épouvantable faillite qui fit sombrer en 1750 la Compagnie des Indes si mirifiquement belle au début, qui eût osé prédire le merveilleux développement que les sociétés anonymes devaient prendre par la suite ?

Rappelons-nous que la première coopérative date d'il y a quatre-vingts ans et laissons faire le temps. Il est plusieurs façons d'être réaliste : pourquoi ne pas faire confiance à des organismes qui, nés d'hier, forment, ainsi qu'il a été dit, *la seule expérimentation sociale qui ait réussi dans les temps modernes* ?

L'on a douté, même dans des milieux favorables aux idées coopératives, de la vitalité financière de la Banque des Coopératives en même temps que l'on doutait de celle des Sociétés coopératives en bloc ; l'on affirmait qu'elle ne trouverait pas les capitaux suffisants pour atteindre le but qu'elle se proposait et que ce serait un obstacle au développement futur du programme coopératif.

Nous ne partageons pas du tout cette manière de voir. En tous pays, et plus particulièrement en France, les classes moyennes et les classes ouvrières, par suite du grand nombre de membres qui les composent, possèdent une puissance financière dont on

ne se fait communément aucune idée. L'épargne ouvrière, ou, d'une façon plus générale, la petite épargne, a été souvent, et non sans raison, comparée à *un réservoir sans fond* dans lequel, la confiance aidant, il est toujours loisible de puiser sans relâche.

Les financiers le savent bien. C'est la prodigieuse force de la petite épargne française qui rend possible sur la place de Paris l'émission de ces gigantesques emprunts qui assurent notre réputation dans le monde, en même temps d'ailleurs que la fortune de nos établissements de crédit.

L'appel à l'épargne publique a été considérable en 1922. Il a été souscrit, pour des sociétés diverses, 1.393 millions d'actions et 17.081 millions d'obligations, soit 18.474 millions contre 10.728 millions en 1921.

En dehors de ces titres, le public a souscrit à 7.509 millions de Bons de la Défense Nationale en onze mois, à 33 millions d'obligations de la Défense Nationale et à 2.293 millions d'obligations de chemins de fer.

L'on voit par ces chiffres quelles seraient les *possibilités* d'une banque qui aurait la gestion d'une partie de l'épargne ouvrière et de la moyenne épargne. C'est pourquoi, en vue de son développement futur et de son rôle grandissant, la Banque des Coopératives s'attache à améliorer son outillage, qui devra lui permettre le financement et, par conséquent, la réalisation des plans généraux de la coopération française.

Celle-ci, avec sa force incomparable d'activité,

peut devenir une des puissances financières coopératives les plus considérables du monde.

Nous souhaitons que la Banque des Coopératives de France, supérieurement dirigée par des hommes consciencieux et compétents, en ait la direction et en soit l'organe agissant dans l'avenir.

Elle peut et elle se doit d'y prétendre.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- DUFOURMANTELLE Maurice. — De l'état actuel du crédit coopératif (Crédit populaire en France). Paris, 1897.
- GIDE Charles. — Les Sociétés coopératives de consommation. Paris. Tenin, 1924.
- LAVERGNE B. — Les Coopératives de consommation en France. — Paris, Colin, 1923.
- POTTER Béatrix (Mme Webb). — The co-opérative movement in Great Britain. — Londres, 1899.
- LECAISNE. — Etude juridique sur les Coopératives de consommation. — Société d'Editions scientifiques.
- CORRÉARD J. — Les Sociétés coopératives de consommation en France et à l'étranger.
- KAUFMANN E. — La Banque en France. — Paris, 1914.
- WALRAS. — Les associations populaires de consommation, de production et de crédit.
- REVUES : *Revue des Etudes Coopératives.*
Revue d'Economie Politique.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	I
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LE MAGASIN DE GROS

I. — <i>La Nécessité de sa création</i>	II
II. — <i>Son Service de Banque</i>	14

DEUXIEME PARTIE

LA BANQUE DES COOPÉRATIVES DE FRANCE

<i>Caractères</i>	26
<i>Régime légal</i>	33
<i>Durée</i>	37
<i>Siège Social</i>	37
<i>Capital Social</i>	38
<i>Admission et départ d'associé</i>	45
<i>Son objet : A. Sa clientèle</i>	47
B. Ses Opérations bancaires	53
I. — <i>AFFAIRES DE CRÉDIT</i>	54
1. <i>Affaires passives</i>	54
a) <i>Comptes courants</i>	55
b) <i>Dépôts</i>	60
2. <i>Affaires actives</i>	68
a) <i>Escompte</i>	69
b) <i>Avances sur garanties</i>	75
c) <i>Comptes courants débiteurs</i>	77
II. — <i>OPÉRATIONS D'ÉMISSION ET DE PLACEMENT</i>	82
III. — <i>OPÉRATIONS DE COMMISSION</i>	84
<i>Situation générale et bilan</i>	90
<i>Nature de la Banque</i>	105
<i>Son organisation</i>	109
<i>Agences et Caisses Correspondantes</i>	111
<i>Conseil d'Administration</i>	117
<i>Assemblées Générales</i>	121
<i>Comité des Censeurs</i>	126
<i>Contestations</i>	128
<i>Dissolution</i>	130
<i>D'une banque coopérative internationale</i>	131
CONCLUSION	142
BIBLIOGRAPHIE	146

